



Enquête IOM - ACTED

INTENTIONS DES DEPLACES

Haïti



Cette publication a été préparée par Damien JUSSELME, Appraisal, Monitoring & Evaluation Officer, et Denise BRENNAN, Appraisal, Monitoring & Evaluation Manager, pour l'Agence d'aide à la Coopération Technique et au Développement et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM).

Enquête IOM - ACTED

INTENTIONS DES DEPLACES

Haïti



ACTED
Agence d'aide à la coopération technique et au développement.



IOM • OIM



CCCM



REMERCIEMENTS

Initiée par « Communicating with Disaster Affected Communities – Haïti » (CDAC-Haïti), l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), le Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets (UNOPS) et Internews, cette enquête a été mise en œuvre du 27 octobre 2010 au 8 février 2011.

La conception du questionnaire et l'élaboration de l'échantillonnage s'est faite conjointement par Internews et OIM. La collecte des données a été effectuée par les équipes d'OIM.

L'analyse du rapport a été prise en charge par les équipes de Suivi et d'Évaluation (AME) de l'Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement (ACTED). Les révisions du rapport final ont été effectuées de manière coordonnées entre CDAC-Haïti, ACTED, Internews/BRESI, IOM et UNOPS.

Cette étude a été rendu possible par plusieurs contributeurs clefs ayant participé à la

conception, la mise en œuvre et l'analyse des données de cette enquête : Denise Brennan – Monitoring and Evaluation Manager (ACTED) ; Damien Jusselme – Appraisal, Monitoring and Evaluation Officer Senior (ACTED) ; Greg Macdonald – Shelter Cluster Lead (IFRC), Giovanni Cassani – CCCM Cluster Lead (IOM) ; Jennifer Mandel – Deputy director (Internews), Vlatko Avramovski – Data Management and Registration Program Manager (IOM), Imogen Wall (OCHA) ; Ben Noble – CDAC Coordinator (CDAC Haïti) ; Suranga Mallawa – Program Coordinator Emergency Response Unit (UNOPS) ; Franck Lafont – Chef de la recherche (Internews/BRESI); Emmett Fitzgerald – CCCM Cluster Strategy (IOM).

La photo de couverture est l'œuvre de Daniel Desmarais (IOM), les photos à l'intérieur du document ont été prises par Léonard Doyles (pages 5, 10, 12, 14 et 19) et Damien Jusselme (page 25)



RESUME

En juillet 2010, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a proposé la première « Displacement Tracking Matrix » (DTM). Ce document informait que près de 1,5 million d'individus vivaient dans les sites d'hébergement. Au fil de ses publications, la DTM révélait une baisse conséquente de ce chiffre. En septembre 2010, le nombre de Personnes Déplacées Internes (IDP) vivant sur les sites passait à 1,35 millions pour atteindre 810 000 individus en janvier 2011. La dernière DTM de mars 2011 indiquait la présence de 680 000 personnes sur les sites.

Ainsi, dans l'optique de saisir la diversité des populations des camps, avec leurs attentes, leurs craintes, leurs besoins et leurs intentions, les partenaires de cette enquête ont lancé une enquête auprès d'un échantillon de 15 446 IDP résidant toujours sur les sites d'hébergement des zones affectées par le séisme du 12 janvier 2010 (94% dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et 6% en province).

La première section du rapport s'intéresse aux **profils des IDP**. Ces personnes arrivées dès janvier 2010 habitent de manière permanente dans les camps et peu ont un hébergement alternatif (8%). Ils sont majoritairement locataires (62%) de leur ancien habitat (propriétaires 38%).

Suite aux évaluations structurelles (Structural Damage Assessments) effectuées par le Ministère des Travaux Publics, des Transports et de la Communication (MTPTC) sur l'ensemble des structures de Port-au-Prince et ses environs, il apparaît que seuls 5% des individus interrogés dans les camps sont propriétaires d'une maison en bon état (évalués « vert »).

En revanche, plus d'un tiers (35%) des individus interrogés vivaient au sein de

maisons détruites ou vouées à l'être (« rouge ») et un autre tiers (38%) ne connaissent pas l'état des structures de leurs habitats pré-séisme.

La seconde section s'intéresse aux **canaux de communication** utilisés par les IDP pour obtenir des informations sur la relocalisation ou l'assistance disponible dans les sites. **La confiance des IDP envers les acteurs humanitaires et très forte (ONG et agences onusiennes : 59%) mais en même temps d'autres canaux d'information sont fortement utilisés (la radio : 38%, familles/amis : 27%, autorités locales : 15%).** Cette section considère donc l'écart entre canaux d'information dans lesquels les IDP ont confiance et canaux vers lesquels ils se tournent pour disposer d'informations relatives au retour et relocalisation. L'analyse montre un usage multiple des canaux de communication.

La dernière section identifie les **intentions** des individus enquêtés au sein des sites. **Ces intentions sont clairement énoncées puisque 94% de la population interrogée indique vouloir quitter les sites d'hébergement.**

Les destinations idéales des IDP sont multiples et dévoilent une certaine diversité des populations. 17% préféreraient retourner dans leur habitation d'origine, 12% sortir de Port-au-Prince et se rendre en province, 11% aimeraient attendre davantage d'information avant de partir, 10% voudraient s'installer sur un site planifié et 9% préféreraient retourner sur leur propriété même si cette dernière n'est pas sécurisée. Finalement, 19% des enquêtés ont indiqué ne pas savoir où ils voudraient se rendre.

En revanche, **placé devant une situation de départ immédiat du camp (Où iriez-vous si vous deviez quitter le camp ?), 53% de**

l'échantillon a déclaré ne pas savoir où aller. Cette incertitude dénote l'absence de perceptions d'alternatives des IDP quant à une éventuelle relocalisation.

68% des individus interrogés indiquent ne pas avoir d'inquiétudes particulières à l'idée de quitter le camp. Ce pourcentage traduit un désir fort des IDP de quitter les lieux. Il faut saisir cette donnée comme l'expression non d'une crainte mais d'une envie de sortir des sites. Ce désir ne pouvant se transformer en actions par manque de moyen financier.

Peu d'enquêtés ont mentionné la crainte de perte d'accès aux services dans les camps, comme une inquiétude majeure (ex. 3% santé, 4% eau, 3% éducation et 0% information). Ces pourcentages pourraient contredire l'idée selon laquelle les personnes déplacées sont restées dans les sites d'hébergement pour bénéficier des services sociaux fournis par les agences humanitaires. Les plus grosses inquiétudes quand elles sont formulées sont de ne pas avoir de toit, de moyens financiers pour payer un loyer ou subvenir à leurs besoins.

Cependant, les intentions des enquêtés ne semblent pouvoir se concrétiser. Les **besoins** à satisfaire afin de pouvoir sortir des camps varient selon les catégories de population. Ainsi, les **propriétaires indiquent avoir besoin d'assistance dans la réparation de leur maison (48% des 38 des propriétaires).**

Les **locataires demandent une assistance pour payer les premiers loyers (62% des 32% de locataires).** La mise en place de systèmes de subventions peut palier à ce problème. Cependant, ces programmes doivent veiller à ne pas distordre le marché des loyers en Haïti en proposant des montants inférieurs aux prix réels des loyers. Le risque d'augmenter le prix des loyers est réel.

Ces mêmes locataires indiquent qu'une assistance pour construire un abri transitoire faciliterait la sortie des sites (43% des locataires interrogés).

Certains besoins concernant l'ensemble de la population : **le manque de ressources financières pour sortir des sites d'hébergement (57%) de même que l'impossibilité de se lancer dans des Activités Génératrices de Revenu (AGR) durables (53%)** sont très répandus chez les IDP. Promouvoir ces activités et donner les moyens d'une recapitalisation financière¹ ou matérielle est une nécessité pour favoriser la stratégie de sortie des sites.

Ces résultats appellent à des actions rapides et ciblées afin d'inclure dans la stratégie de sortie l'ensemble de la population des sites d'hébergement dans sa diversité.

Aller de l'avant suppose désormais d'agir pour proposer à ces populations des solutions durables de relogement, des conditions de vie décentes et des perspectives futures claires.

Les solutions de relogement ont été identifiées ; abris transitoires ; aides aux locataires, réparation des maisons jaunes, sites planifiés... Cependant, se contenter d'une stratégie de relogement est insuffisant et il est nécessaire de proposer un relogement durable, ce qui ne se fera qu'en travaillant à une **approche intégrée de reconstruction** des quartiers détruits (permettant un meilleur accès aux services) et en promouvant un **support aux communautés et familles d'accueil en dehors des zones affectées**, alternative trop délaissée.

¹ A propos de la recapitalisation suite aux destructions de stocks et matériels dues au séisme, lire : Denise Brennan and Damien Jusselme. « Situation économique et endettement des ménages haïtiens ». ACTED, Mars 2011.

Il est également **nécessaire d'apporter une composante durable pour assurer aux IDP un relèvement économique de long terme.** Dans cette optique plusieurs pistes doivent être approfondies : **lancement d'AGR, aide à la recapitalisation des professionnels ayant perdu leurs outils de travail, formations vocationnelles.**

Les personnes vivant encore aujourd'hui au sein des sites d'hébergement restent très vulnérables et ne semble pas percevoir d'autres alternatives possibles à cette situation (92% indiquent vivre et dormir tous les jours dans les camps). Par conséquent, face à un manque latent de liquidités et d'activités génératrices de revenus, **et face à des conditions d'hygiène et de vie difficiles,**

une stratégie intégrée de sortie des camps est plus que jamais nécessaire.

Il est intéressant de noter que **seuls 15% des personnes ayant répondues à cette enquête déclarent avoir des maisons jaunes.** Ceci pose la question de l'opportunité de la réparation des maisons jaunes comme solution majeure de sortie/fermeture des camps. Ces initiatives si elles apporteraient assistance aux personnes affectées par le tremblement de terre en dehors des sites d'hébergement, n'auraient qu'un impact minime sur le possible retour de personnes déplacées vivant dans ces sites. Ceci est d'autant plus vrai que la majorité des maisons jaunes sont actuellement déjà occupées et non inhabitées.

Table des matières

CONTEXTE	9
Contexte haïtien.....	9
Contexte au sein des sites d’hébergement.....	9
METHODOLOGIE	11
Echantillon	11
Outils méthodologiques.....	11
RESULTATS	14
Profil des répondants.....	14
Réseau de communication.....	17
Intentions des IDP	20
CONCLUSION	29
RECOMMANDATIONS	32
ANNEXE 1 [Liste des sites enquêtés]	38
ANNEXE 2 [Questionnaire-Créole]	40
ANNEXE 3 [Questionnaire- anglais]	46

ACRONYMES

ACTED	Agence d'aide à la Coopération Technique et au Développement
AGR	Activités Génératrices de Revenu
AME	Appraisal, Monitoring & Evaluation
CDAC	Communicating with Disaster Affected Communities
DTM	Displacement Tracking Matrix
IDP	Internally Displaced Person
MTPTC	Ministère des Travaux Publics, des Transports et de la Communication
OIM	Organisation internationale pour les Migrations
ONG	Organisation Non Gouvernementale
QCM	Question à Choix Multiples
SDA	Structural Damage Assessments
UNOPS	United Nations Office for Project Services (Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets)

CONTEXTE

Contexte haïtien

Le 12 janvier 2010 à 16.53 heure locale, un tremblement de terre d'une magnitude de 7.2 sur l'échelle de Richter frappait Haïti. L'épicentre du séisme se situait à 17 km au sud-ouest de la capitale Port-au-Prince non loin de la commune de Léogane.

Suite à ce désastre d'une ampleur sans précédent, la communauté humanitaire a rapidement réagi et supporté les plus de 2 millions de personnes directement affectées par la catastrophe².

L'ampleur des pertes humaines (environ 230 000 morts et plus de 300 000 blessés) et des destructions (le coût de la reconstruction est estimé entre 6 et 9 milliards d'euros) fait du tremblement de terre du 12 janvier la pire catastrophe naturelle de l'histoire du pays.

L'évaluation des besoins post désastre menée par le gouvernement chiffre les pertes et dommages à 1,5 milliards de dollars dans les domaines sociaux, 4,4 milliards de dollars pour les infrastructures, 150 millions pour les activités agricoles et 350 millions dans l'industrie³ : C'est l'ensemble des activités socioéconomiques de la zone qui ont été directement affectées par le séisme.

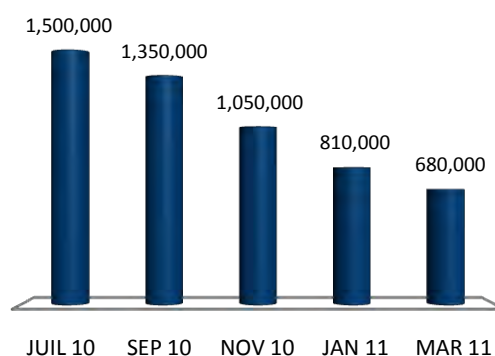
Le département de l'Ouest a enregistré les plus forts niveaux de destructions et compte également le plus grand nombre de personnes

déplacées. Un million et demi de personnes (380 512 foyers selon l'OIM) ont fui leurs habitations pour se réfugier dans quelques 1 342 sites de peuplement spontanés⁴ créés à la suite du séisme sur l'ensemble du pays.

Contexte au sein des sites d'hébergement

En juillet 2010, la première Displacement Tracking Matrix (DTM) proposée par OIM annonçait un chiffre de 1,5 million d'individus vivant dans les sites d'hébergement. En septembre 2010, ce chiffre descendait à 1,35 millions de Personnes Déplacées Internes (IDP) pour atteindre 810,000 individus en janvier 2011. La dernière DTM de mars 2011 indiquait enfin la présence de 680,000 personnes encore dans les camps.

Evolution de la population des sites d'hébergement (DTM)



Parallèlement à cette baisse des IDP (diminution de 55% en 9 mois), le nombre de sites d'hébergement suivait une même logique

² OCHA Haïti, *Humanitarian Bulletin Issue #11*, octobre 2010. [http://www.reliefweb.int/rw/RWFFiles2010.nsf/FilesByRWDocUnitFilename/VVOS-8ACS7L-rapport_complet.pdf/\\$File/rapport_complet.pdf](http://www.reliefweb.int/rw/RWFFiles2010.nsf/FilesByRWDocUnitFilename/VVOS-8ACS7L-rapport_complet.pdf/$File/rapport_complet.pdf)

³ Haiti Earthquake PDNA: Assessment of damage, losses, general and sectorial need. March 2010. http://www.refondation.ht/resources/PDNA_Working_Document.pdf

⁴ Displacement Tracking Matrix, OIM, mars 2011. http://www.cccmhaiti.info/pdf/FINAL_DTM_V2_Report_16_March%202011_French.pdf

passant de 1 555 sites en juillet 2010 à 1 061 en mars 2011 (diminution de 32%).⁵

Cependant, la dernière DTM publiée par OIM en mars 2011 apporte quelques précisions sur les détails des dernières diminutions de personnes vivant dans les sites d'hébergement. 34% des personnes déplacées interrogées au cours d'une enquête d'OIM indiquent qu'ils ont quitté les sites à cause d'une procédure d'éviction mise en place par les propriétaires des terrains.⁶

Ainsi, plus d'un an après le séisme, près de 680 000 personnes vivent encore dans ces sites d'hébergement. Les problématiques ont cependant évolué. La présence de personnes particulièrement vulnérables (ex : femmes, jeunes filles et garçons, enfants vivant seuls et sans protection, personnes handicapées ou âgées) dans ces lieux d'intense pauvreté est de nature à amplifier les atteintes à la personne. D'autre part, les camps sont souvent des lieux insalubres dans lesquels les risques naturels (notamment durant la saison pluvieuse et cyclonique) et les risques sanitaires (ex : choléra) sont considérablement accrus.

Face à une telle situation, la communauté humanitaire, aidée du gouvernement haïtien a mené une réflexion sur la stratégie de retour et de relocalisation des personnes déplacées suite au séisme. Les lignes directrices de cette stratégie étaient présentées en janvier 2011 dans le cadre d'un document ratifié par le gouvernement et l'inter-cluster. Les principes de cette stratégie sont de proposer aux personnes déplacées non seulement un logement décent mais également de leur donner les moyens leur permettant de retrouver une autonomie financière.

C'est en ayant une meilleure compréhension des personnes déplacées que les stratégies d'intervention au sein des camps seront plus efficaces. Par ce biais, les acteurs humanitaires pourront adapter leur stratégie au sein des sites d'hébergement.

C'est dans ce contexte qu'OIM a mis en œuvre l'enquête téléphonique auprès des populations vivant encore sur les sites d'hébergement. Cette enquête visait à déterminer les intentions futures de ces populations, d'en comprendre les anxiétés et les besoins. Une des fonctions de cette étude était également de mettre à disposition une base de données probante pour les décideurs opérationnels et stratégiques impliqués dans le retour des IPD. Afin de répondre à ce besoin d'informations plusieurs acteurs se sont mobilisés pour élaborer cette enquête : Shelter Cluster, CCCM cluster, CDAC, UNOPS, Internews, ACTED et OIM.

Les résultats sont présentés dans ce document.



⁵ Displacement Tracking Matrix, OIM, mars 2011. http://www.cccmhaiti.info/pdf/FINAL_DTM_V2_Report_16_March%202011_French.pdf

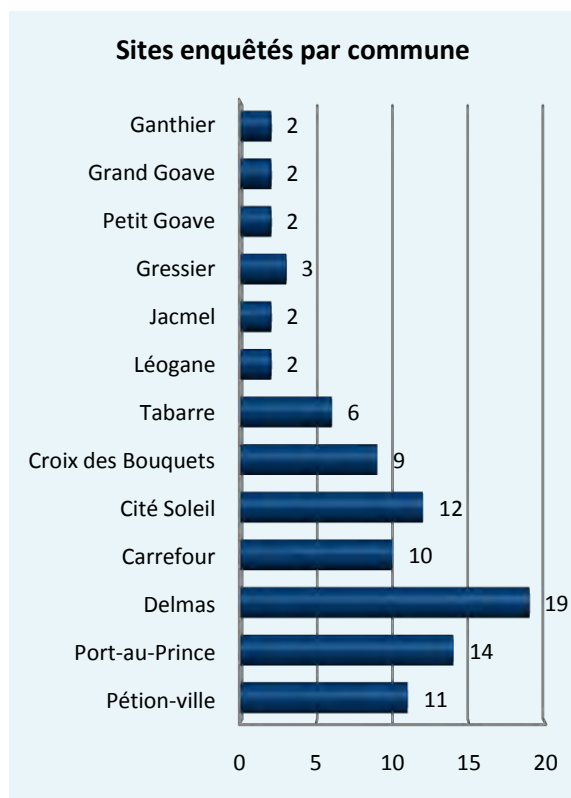
⁶ Op cit.

METHODOLOGIE

Echantillon

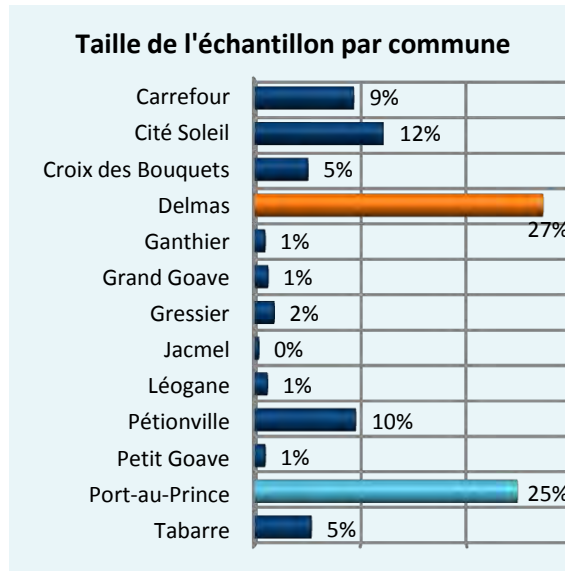
L'enquête s'est déroulée entre le 27 octobre 2010 et le 8 février 2011 sur 94 sites d'hébergement (se référer à l'annexe 1 pour la liste des camps) sur l'ensemble du territoire affecté par le séisme.

Au total, 15 446 individus ont été interrogés dans 14 communes (voir graphique suivant).



La sélection des camps a été réalisée de manière aléatoire parmi les plus grands sites.

27% du panel vit actuellement au sein d'un des sites d'hébergement de Delmas et 25% sur Port-au-Prince. Le graphique suivant indique la taille de l'échantillon interrogé par commune.



Outils méthodologiques

L'outil méthodologique employé durant cette enquête était un questionnaire individuel (en **annexe 2**), lequel est employé pour récolter des données quantitatives. Ce dernier a été développé et approuvé par panel d'experts nationaux et internationaux composé entre autres de CCCM et Shelter Clusters, UNOPS, CDAC, OCHA, et Internews. La composition de ce panel est le fruit d'une réflexion visant à répondre à un impératif de diversification des sources d'information et d'expertises. Ce panel a été réuni à plusieurs reprises afin de contribuer à l'analyse et à l'élaboration des recommandations.

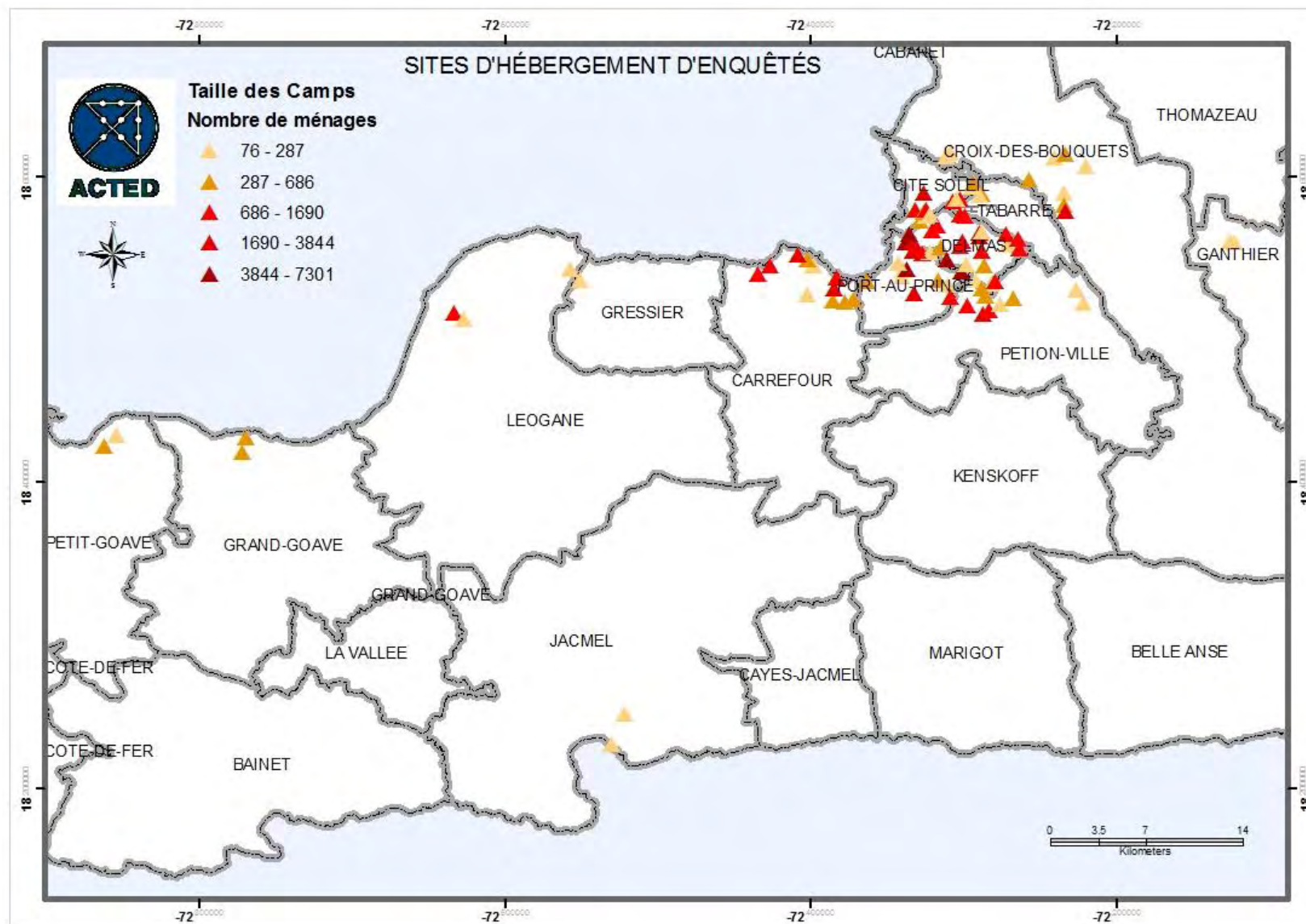
Un entretien téléphonique auprès de personnes enregistrées par OIM au cours des recensements dans les sites d'hébergement a été réalisé. Le choix des réponses n'étaient pas cité par les enquêteurs de sorte à ce que les enquêtés puissent répondre de manière libre et non-influencée. En moyenne sur ces 94 sites,

27% des chefs de famille ont été interrogés. La méthode utilisée est celle de l'échantillon aléatoire.

Avec un échantillon de 15 446 individus, une population égale à 1 050 000⁷ et un intervalle de confiance à 95%, la marge d'erreur est de 0.78%. Un panel d'analyse a été mis en place pour assurer une interprétation des données la plus objective possible et encrées dans différents types d'expertise. Un équilibre dans la composition du panel a été délibérément recherché entre haïtiens et internationaux et entre des individus ayant des expertises variées touchant toutes au contenu du rapport.



⁷ Taille de la population prise à date de début de l'enquête Octobre 2010. Displacement Tracking Matrix, OIM, mars 2011. http://www.cccmhaiti.info/pdf/FINAL_DTM_V2_Report_16_March%202011_French.pdf



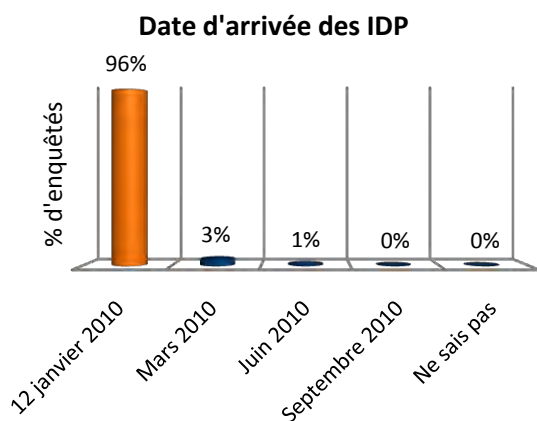


RESULTATS

Profil des répondants

Cette première section du rapport livre des indications sur les populations vivant aujourd'hui dans les sites d'hébergement.

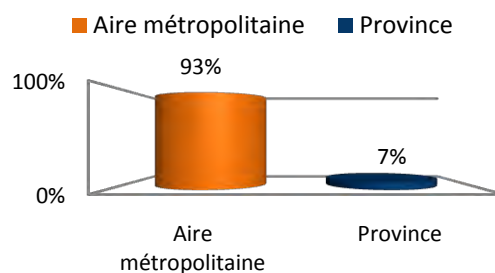
Les individus enquêtés sont majoritairement arrivés sur les sites d'hébergement juste après le séisme du 12 janvier 2010. Le tableau suivant indique que 96% des personnes enquêtées, soit 14 761 individus sur un panel total de 15 446, sont arrivés dès janvier 2010. Un faible pourcentage du panel (3%, soit 530 personnes interrogées) est arrivé en mars 2010.



Le panel interrogé est majoritairement (93%) situé dans la zone métropolitaine de la capitale. Cette zone comprend Port-au-Prince, Pétion-ville, Tabarre, Delmas, Croix-des-Bouquets, Cité Soleil, Carrefour et Ganthier.

7%⁸ du panel vit au sein de sites localisés à l'extérieur de cette zone, en province. Cette catégorie comporte des sites de Léogane, Gressier, Petit et Grand Goave et Jacmel.

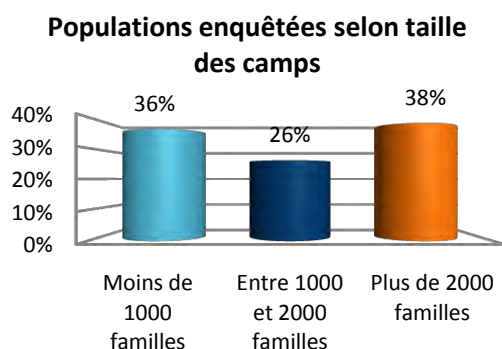
Répartition des IDP par zones géographiques



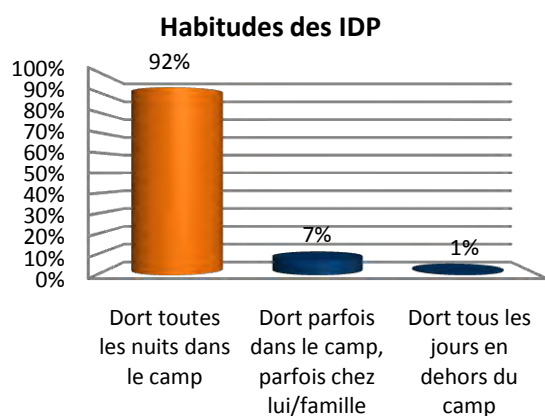
Sur l'échantillon enquêté, 38% des personnes déplacées vivent au sein de sites d'hébergement dont la taille excède les 2 000 familles, 36% au sein de site de moins de 1 000 familles et 26%

⁸ Marge d'erreur Aire métropolitaine: +/- 0.8% ; Marge d'erreur Province: +/- 3%

au sein de sites dont la taille est comprise entre 1 000 et 2 000 familles. Un focus particulier a été fait sur les grands camps.



Pour une majorité de l'échantillon de personnes déplacées enquêtées, les habitudes sont les mêmes ; 92% (soit 14 188 personnes) déclarent vivre et dormir tous les jours dans le camp. 8% déclarent avoir des alternatives à l'extérieur des sites : 7% (1 113 personnes) indiquent dormir de manière alternative dans le camp ou à l'extérieur dans leurs maisons ou chez un ami/famille.

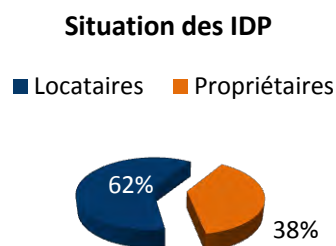


Le graphique précédent indique que **les personnes qui vivent encore dans les sites d'hébergement sont celles qui considèrent ne pas avoir d'autre option** que celle de rester.

Sur l'ensemble du panel interrogé, 62% des personnes (soit 9 558) étaient locataires de

leur ancien habitat, 38%⁹ sont propriétaires (graphique suivant).¹⁰

78% des personnes déplacées interrogées ont indiqué vivre avant le séisme dans des maisons, le reste en appartement.



Ils sont **94% de locataires** à déclarer ne pas avoir d'autre option que de dormir tous les jours dans les sites ; ce chiffre diminue chez les propriétaires (89%).

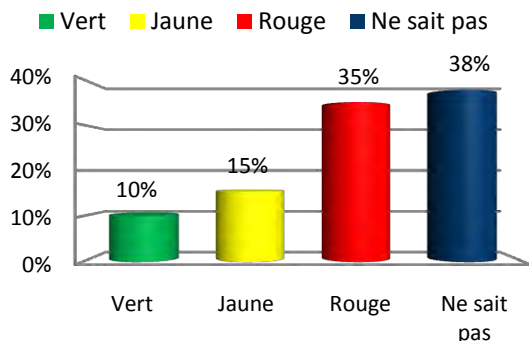
Suite aux évaluations menées par le Ministère de Travaux Publics, des Transports et de la Communication (MTPTC) sur l'ensemble des structures (ex : habitations, bâtiments publics et privés), les structures des maisons ont été classifiées en trois couleurs : verte (bâtiment fiable), jaune (bâtiment dangereux nécessitant des réparations), rouge (bâtiment détruit ou voué à la destruction. Les réparations nécessaires seraient trop lourdes).

La question des structures des habitats des personnes interrogées a été posée au cours de l'enquête. 10% (1 534 personnes) des déplacés interrogés ont indiqué que les structures de l'habitat post-séisme sont « vertes », 15% (2 374 personnes) ont des habitats « jaunes », 35% (5 383 individus) ont des habitats « rouges ».

⁹ Marge d'erreur Locataires : +/- 0.99% ; Marge d'erreur Propriétaires : +/- 1.26%

¹⁰ A noter que la DTM de mars 2011 indique 52% de locataires et 48% de propriétaires sur un échantillon 1 033 individus interrogés. Displacement Tracking Matrix, OIM, mars 2011. http://www.cccmhaiti.info/pdf/FINAL_DTM_V2_Report_16_March%202011_French.pdf

Structures des habitats des IDP interrogés

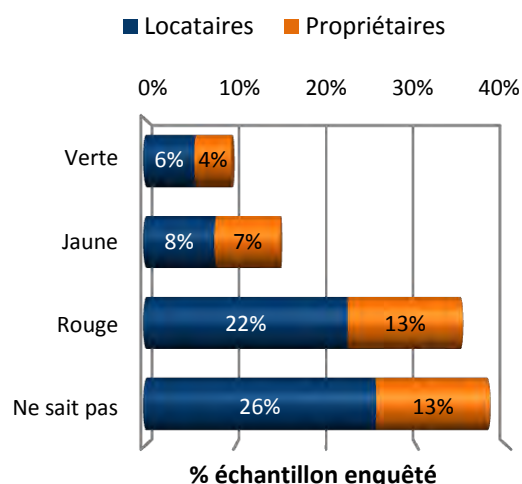


Plusieurs remarques doivent être faites à partir de ce graphique :¹¹

1. 50% des personnes interrogées au sein des sites d'hébergement vivaient dans des structures qui sont désormais dangereuses ou demandent d'importantes réparations (ex : maisons rouges et jaunes).
2. **38% des personnes interrogées déclarent ne pas connaître l'état des structures de leur ancien habitat.** Ceci est peut être du au fait que les sondées viennent de zones difficile d'accès ou le MTPTC n'a pas pu faire de marquage des maisons.
3. 10% des enquêtés vivaient dans un habitat évalué Vert. Ceci pose la question des raisons qui poussent ces personnes à rester dans les camps. Cependant, sur les 1 534 personnes qui vivent dans une maison verte (10% du panel), 668 en sont propriétaires (44%) et 866 sont locataires (56%). Ainsi, au total, seulement 4% de la population

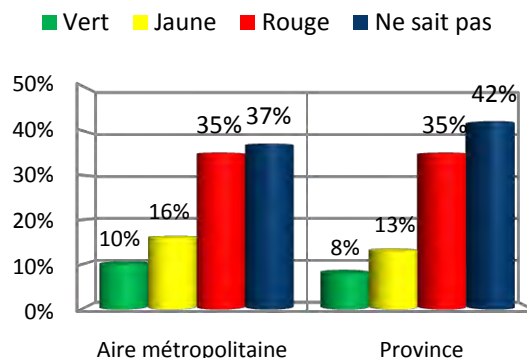
enquêtée est propriétaire de maisons « vertes » (voir le graphique suivant).

Répartition des locataires et propriétaires par structures évaluées



Le graphique suivant indique les structures des maisons selon les zones géographiques enquêtées (zone métropolitaine/province). La différence majeure à noter se situe dans la catégorie des personnes ne connaissant pas l'état des structures de leur habitat post-séisme ; ils sont 37% dans ce cas sur l'aire métropolitaine contre 42% en province.

Structures des habitats des IDP interrogés/zones géographiques

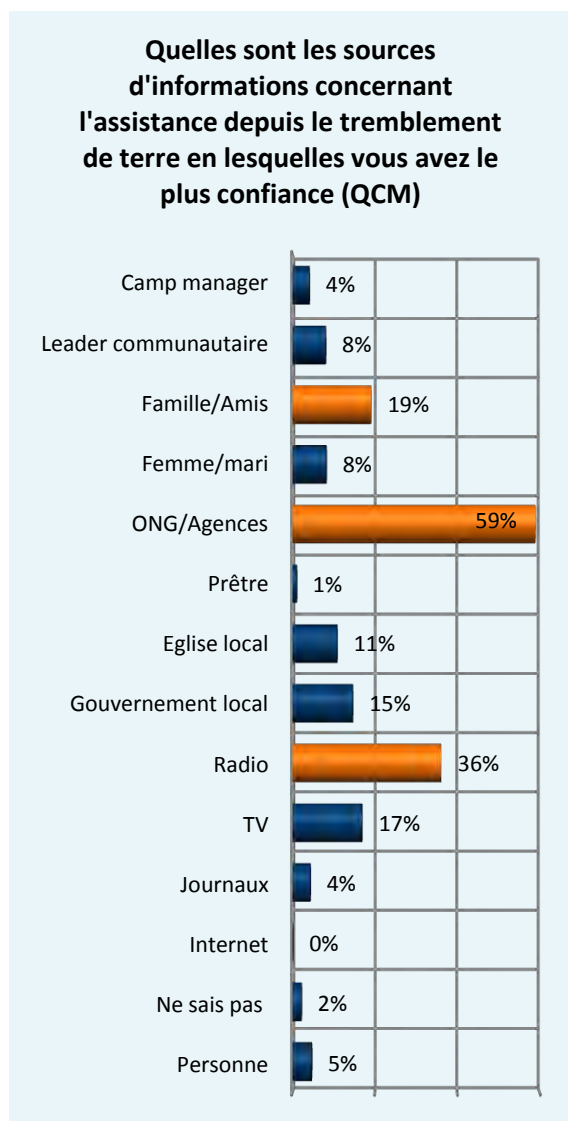


¹¹ Le graphique cumule un total de 98%. 2% des personnes interrogées ont refusé de répondre à la question.

Réseau de communication

Une section du questionnaire répondant à la nécessité d'identifier les sources d'informations portait sur les sources d'informations les plus sûres utilisées par les personnes déplacées vivant encore dans les sites d'hébergement.

Il faut noter que pour les deux questions suivantes, les personnes interrogées pouvaient donner trois réponses différentes par ordre de priorité.



Ces données indiquent que les agences humanitaires jouissent d'un bon capital-

confiance comme source d'information auprès des personnes déplacées.

L'importance du capital-confiance attribué aux acteurs humanitaires considérés comme étant une source d'information fiable sur l'assistance est à remettre en contexte. Les ONG et agences humanitaires sont largement perçues par les haïtiens comme ayant été les plus importants pourvoyeurs d'assistance depuis le tremblement de terre. Ainsi il est a priori raisonnable de penser que depuis 12 janvier ceux-ci étant pourvoyeurs, et donc 'décideurs' de l'allocation de ressources d'assistance, ils sont également à même de répondre aux demandes d'information relatives à l'assistance. Qu'une importante *confiance* soit attribuée à cette source d'information est sans doute du au fait que de nombreux acteurs ont mis en place des systèmes et des mécanismes d'information/communication.

La confiance attribuée à la radio (36%), à la télévision (17%), et aux sources familles/amis/conjoints 27% (19+8) peut être interprétée comme le fait qu'au-delà de cet indicatif de confiance attribué aux acteurs humanitaires, les IDP confèrent également une forte confiance à des sources d'information *alternatives* et *critiques*. Les cercles familiaux et amicaux étant socialement fondés sur des liens de confiance, il est fort raisonnable de penser que ceux-ci jouent un rôle d'intermédiaire local aux ONG et agences et permettent de *comparer* l'information avec d'autres sources d'information socialement plus éloignées et d'y *porter un regard critique*. La radio, média largement utilisé en Haïti a joué un rôle important dans une connaissance critique de l'assistance en général et en particulier (plus localement).

Bien que les autorités locales et églises locales soient moins citées, ces sources bénéficient

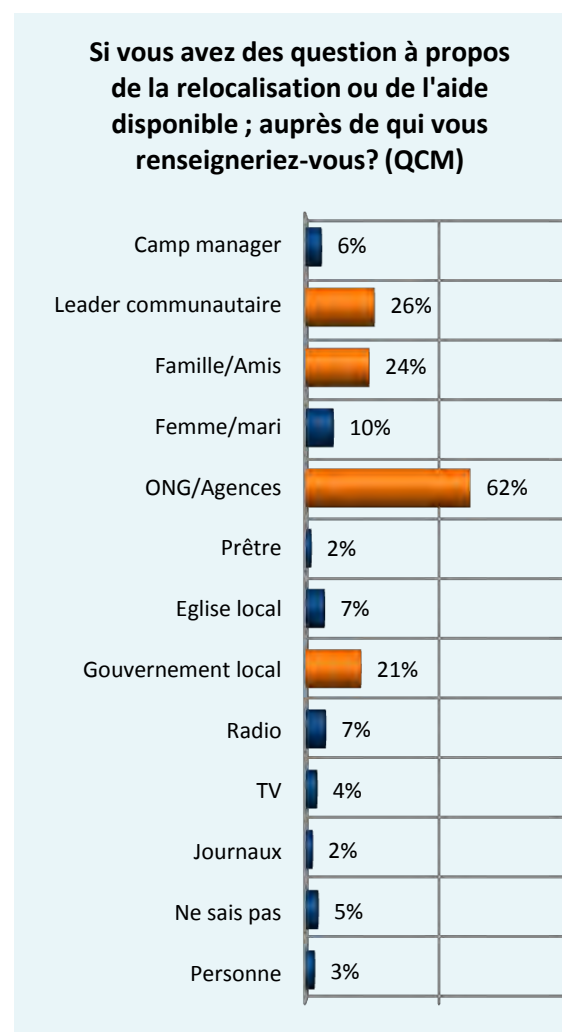
également d'un certain capital-confiance relatif à l'information sur l'assistance qui n'est pas négligeable.

Globalement ces données indiquent que la confiance des IDP relatives à l'information sur l'assistance est prioritairement donnée aux pourvoyeurs d'aide mais ne s'y limite pas et s'étend à des sources médiatisés de cette même information. Ces sources médiatisés jouent sans doute à la fois le rôle de préciser l'information émanant des pourvoyeurs d'aide, de la critiquer et/ou de la comparer à plusieurs niveaux (géographiques, par acteurs pourvoyeurs, de se renseigner sur le succès et les difficultés rencontrées par d'autres pour bénéficier d'assistance, etc.).

Ce multi-usage des sources, et la confiance partagée et parfois même croisée, souligne le fait que les IDP sont demandeurs d'une information sur l'assistance qui soit interactionnelle et que la diffusion de cette information se doit d'être médiatisé à travers plusieurs canaux de la société. Ce multi-usage des canaux d'informations fournit l'ensemble des données qui créent pour les IDP les perceptions des acteurs et de l'assistance, fournissant ainsi matière à leurs calculs rationnels et stratégiques (attendre de l'assistance, demander de l'assistance aux différents acteurs, comment la demander, vouloir partir ou rester dans les camps, percevoir d'autres options, etc.)

Au regard de cette analyse il est intéressant de noter que lorsque l'on demande aux sondés vers qui ils se tournent s'ils ont des questions concernant leur relocalisation ou la disponibilité d'aide une majorité des personnes déplacées (62%, 9 234 personnes) ont indiqué se référer en priorité au personnel des ONG ou agences humanitaires travaillant sur les sites. Il est significatif que les autorités locales

(Mairies, CASEC, ASEC, 21%) et les leaders communautaires (26%) jouissent d'un pourcentage plus élevé dans cette seconde question malgré la faible confiance relative à l'information sur l'aide en général exprimée dans la question précédente.



Le fait que ces acteurs soient cités comme sources importantes d'information concernant la relocalisation et l'aide disponible peut s'expliquer par le fait que ces acteurs ont un certain pouvoir en ce domaine. En effet, il est probable qu'il soit ici question d'informations liées à un sentiment de potentielle attribution d'aide. La question ayant été potentiellement comprise comme « si vous voulez être relocalisé et potentiellement bénéficier d'une

aide à qui vous vous adressez ? ». Ceci veut dire que les IDP reconnaissent que les autorités locales (civiles et étatiques confondues) sont des sources potentielles d'aide à la relocalisation malgré le fait qu'ils attribuent une faible confiance à l'information sur l'aide provenant de ces mêmes acteurs.

Comparativement la famille et les amis étant considérés comme sources d'informations relativement importantes concernant les retours/relocalisation jouent sans doute le même rôle de médiation comparative, critique et, *in fine* matière à leurs calculs stratégiques.

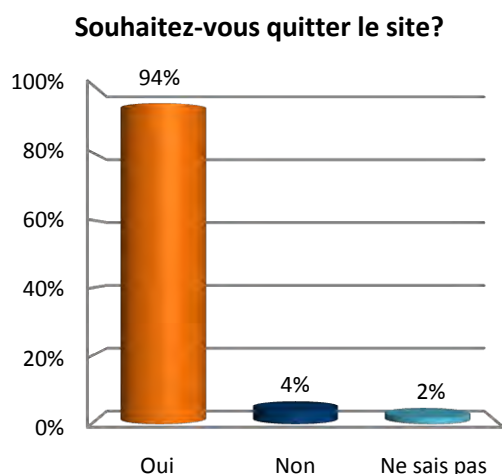


Intentions des IDP

La section suivante traite des intentions, des besoins et des craintes des personnes vivant encore aujourd'hui dans les sites d'hébergement.

■ Intentions

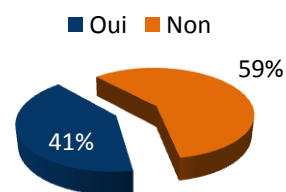
Les intentions des IDP vivant au sein des sites d'hébergement sont claires : 94% souhaitent quitter les lieux.



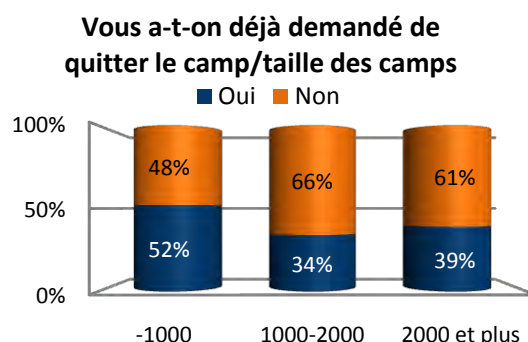
Pourtant 680 000 personnes vivent toujours sur ces sites, cela traduit l'impossibilité pour cette population de trouver une solution autre que celle qui prévaut actuellement ; il est probable que **ces individus restent dans les camps parce qu'ils ne perçoivent aucune alternative envisageable à l'extérieur.**

41% des individus interrogés ont déjà été priés de quitter le site d'hébergement. **Ce type de sollicitation est donc courant.** Par ailleurs, davantage de personnes déplacées ont reçu cet information/demande/ordre en province (54%) que sur l'aire métropolitaine (40%)

Vous a-t-on déjà demandé de quitter le site?



Au sein des camps de taille moyenne (en dessous de 1 000 familles) ils ont été plus nombreux (52%) à recevoir l'information/demande/ordre de quitter le camp qu'au sein des grands camps (34% dans les camps entre 1 000 et 2 000 et 39% dans les camps au dessus de 2 000 familles).



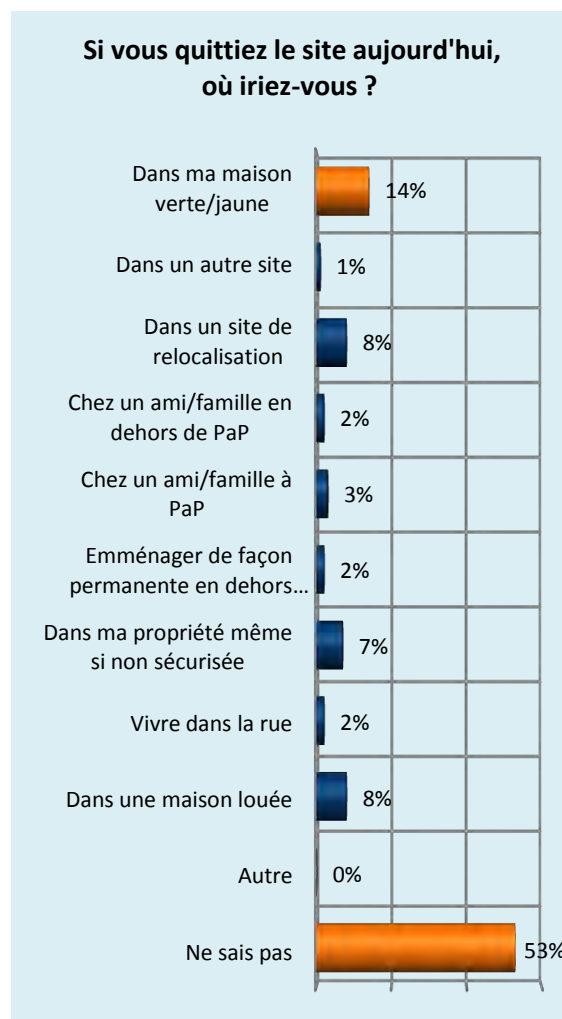
Plusieurs hypothèses peuvent être émises pour expliquer ces réponses différentes selon la taille des camps.

1. Premièrement, les grands sites bénéficient de l'attention de davantage d'Organisations non gouvernementale (ONG)
2. Deuxièmement, les services y sont plus nombreux donnant à ces sites un aspect plus pérenne et stable.
3. Troisièmement, il est plus facile d'évacuer un petit nombre d'individus qu'un site dont le nombre de famille dépasse les 1 000.

4. Enfin, en fonction du statut foncier du site, il peut être plus aisé d'évacuer un espace privé qu'un espace public.

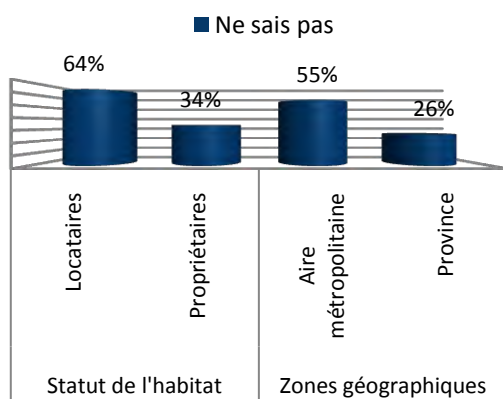
Si les individus interrogés devaient quitter les sites dès aujourd'hui, peu estiment avoir une solution de relogement. **En cas de départ des sites d'hébergement, 53% (8 053 IDP) des personnes interrogées déclarent ne pas savoir où se reloger**, 14% (2 172 IDP) déclarent qu'ils envisageraient de retourner dans leur maison verte/jaune, 8% se rendraient sur un camp de relocalisation et 7% (1 065 IDP) dans leur maison même si cette dernière n'est pas sûre (rouge). Le graphique suivant indique les alternatives envisagées par les personnes déplacées en cas de demande/information/ordre de quitter des sites d'hébergement.

Malgré l'envie affichée par une large majorité des personnes déplacées (94%) de quitter les sites d'hébergement le plus rapidement possible, plus de la moitié déclarent ne pas avoir d'alternatives tandis que d'autres se contenteraient de s'installer dans une maison non sécurisée (7%), de louer une maison (7%) ou de vivre dans la rue (2%).



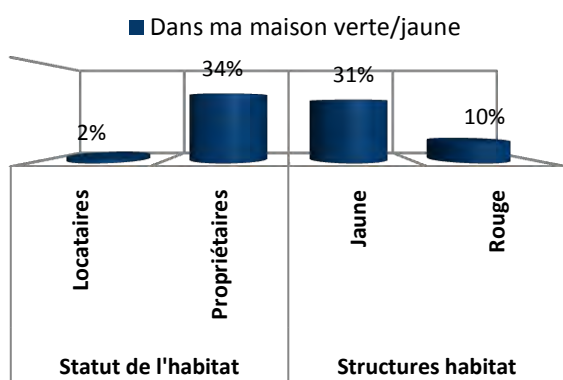
Il est utile de désagréger cette question selon différentes catégories de population. Le graphique suivant lie les individus indécis (ayant répondu « Ne sais pas » à la question « Si vous deviez quitter le camp aujourd'hui, où iriez-vous ? ») au statut de l'habitat post-séisme et la zone géographique. 64% des locataires déclarent ne pas savoir où aller s'ils devaient quitter le camp dès aujourd'hui contre seulement 34% de propriétaires. Cette expectative est plus forte chez les habitants des camps de la zone métropolitaine (55%) qu'en province (26%).

Si vous deviez quitter le camp aujourd'hui, où iriez-vous?



La deuxième réponse la plus fréquente à la question liée aux destinations en cas de départ du camp est « dans ma maison verte ou jaune ». Cette réponse est plus fréquente chez les propriétaires (34%) que chez les locataires (2%). De même, les personnes déplacées qui vivaient avant le tremblement de terre dans une structure aujourd'hui évaluée « jaune » sont plus nombreuses à se déclarer prêtes à retourner dans leur maison si elles étaient placées dans cette situation (31%) que les personnes ayant vécu dans une habitation désormais « rouge » (10%, voir graphique suivant).

Si vous deviez quitter le camp aujourd'hui, où iriez-vous?



Une autre question liée aux intentions a été posée aux IDP : « si vous quittiez le site, où préféreriez-vous aller ? ». A l'inverse de la question précédente, cette dernière met en face d'un choix tandis que la précédente mettait la personne face à une demande, voire un ordre, de quitter les lieux.

Les réponses à cette question sont indiquées dans le graphique suivant. Le pourcentage d'indécis diminue fortement par rapport à la question précédente (baisse de 34 points de pourcentage, de 53% à 19%). Trois hausses significatives à retenir :

1. 12% (9+3)¹² des individus interrogés sont disposés à déménager et quitter le département de l'Ouest pour s'installer en province (principalement dans leurs familles ou amis)¹³
2. 10% souhaiteraient emménager au sein d'un site de relocalisation.
3. 17% (9+8) des individus interrogés aimeraient s'installer dans leur famille ou des amis dans ou en dehors de Port-au-Prince).¹⁴

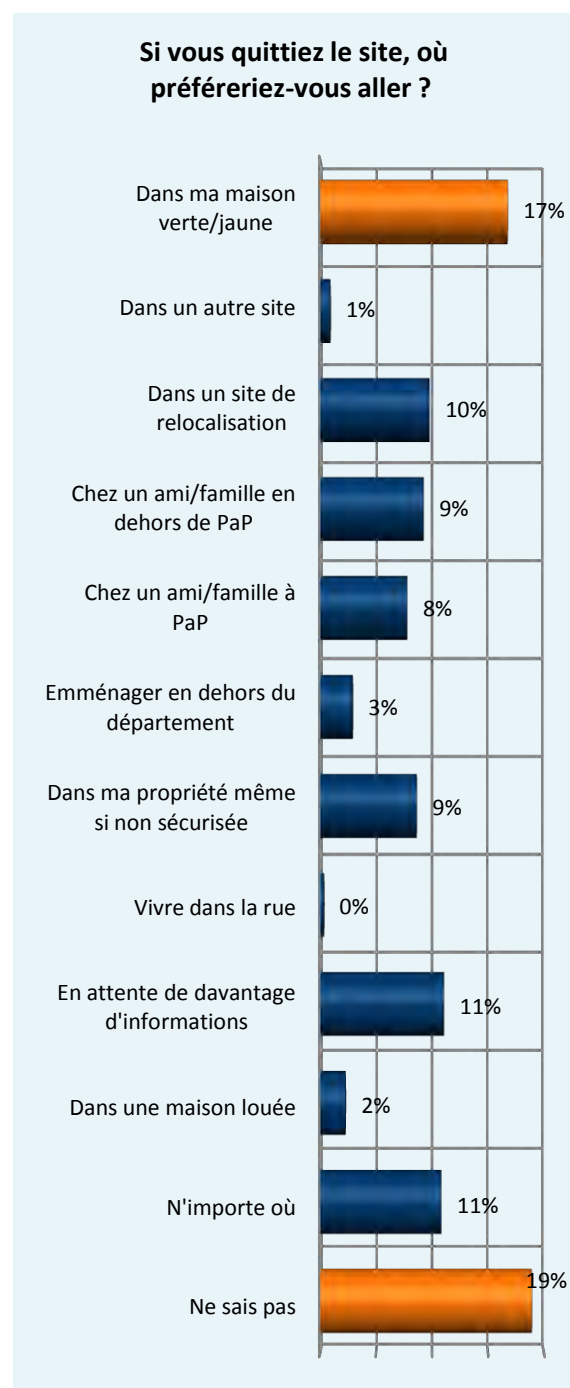
Il reste que 17% ont une préférence pour retourner vivre dans leur maison verte ou jaune. Il est important de remarquer le grand besoin d'information qui permettrait aux IDP de formuler des préférences. En effet 19% déclarent ne pas savoir, 11 % sont en attente d'informations supplémentaires et 11% ont formulé une réponse qui laisse entendre une absence de perception de perspectives

¹² 9% ont déclaré préférer aller chez un amis ou de la famille en dehors de Port-au-Prince ; 3% ont mentionné leur préférence d'emménager en dehors du département.

¹³ Pour plus d'information sur les familles et communautés d'accueil dans les provinces, se référer au rapport : Denise Brennan and Damien Jusselme, *Diagnostic ACTED – Displaced and host families, Bas Artibonite*. ACTED, Janvier 2011.

¹⁴ Ibid.

tangibles (11% ayant déclaré « n'importe où »).



▪ Inquiétudes

Comme indiqué dans les paragraphes précédents, une majorité des personnes vivant encore dans les sites d'hébergement

n'envisagent pas d'autres alternatives aux camps.

Pourtant les réponses à la question « *Quelles seraient vos inquiétudes si vous quittiez le camp aujourd'hui ?* » interpellent et sont en contradiction avec le manque d'alternatives envisagées par les IDP. En effet, **68% des individus interrogés indiquent ne pas avoir d'inquiétudes particulières à l'idée de quitter le camp et ce malgré le fait que 53% indiquaient ne pas savoir où se rendre s'ils devaient quitter le site.** L'une des hypothèses pouvant expliquer cette contradiction tient dans le retour progressif des services dans les quartiers.

Ces 68% traduisent peut-être un désir fort des IDP de quitter les lieux, indépendamment de leur condition matérielle. Il faut probablement saisir cette donnée comme l'expression non d'une inquiétude mais d'une volonté forte de quitter les sites.

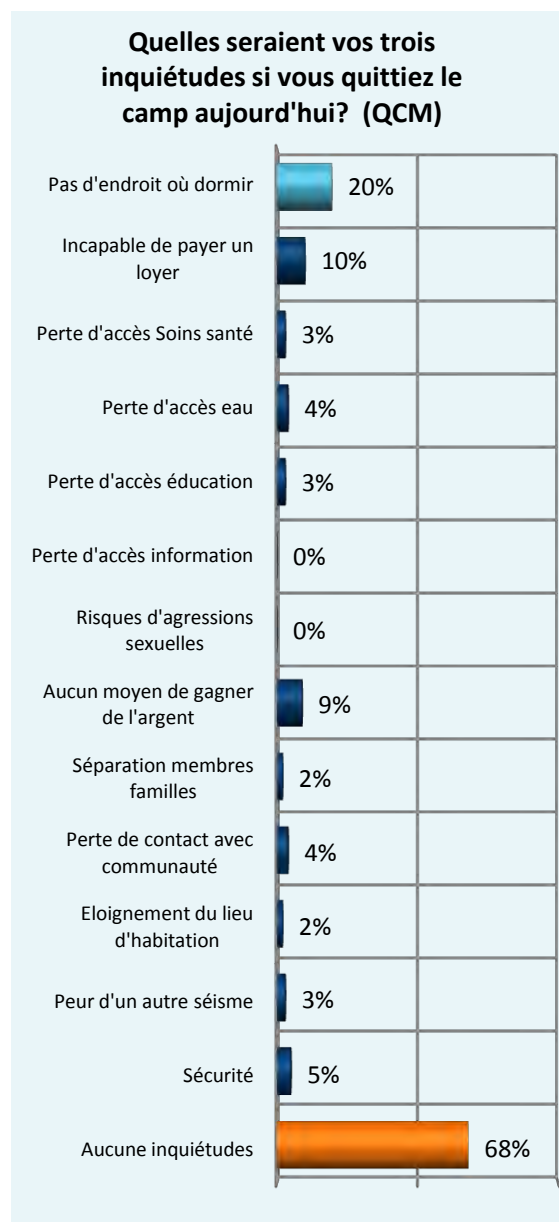
Parmi ceux qui se disent inquiet : **20% indiquent craindre de se retrouver sans lieu pour dormir s'ils devaient quitter le camp ; 10% s'inquiètent à propos d'un éventuel loyer à payer une fois sortie du camp et 9% des enquêtés estiment qu'ils n'auraient aucun moyen de gagner de l'argent (« livelihood opportunities »).**

Il est également intéressant de noter que peu d'enquêtés mentionnent la perte d'accès aux services dans les camps (ex. 3% santé, 4% eau, 3% éducation et 0% information), comme une inquiétude importante. Ceci pourrait contredire une idée assez répandue selon laquelle les personnes déplacées sont restées dans les sites d'hébergement pour bénéficier des services sociaux fournis par les agences humanitaires. Par ailleurs, ces pourcentages ne diffèrent guère selon l'état des structures des maisons pré-séisme des enquêtés. D'autant

plus que les données les plus récentes concernant l'échantillon montrent qu'ils bénéficiaient majoritairement de services¹⁵.

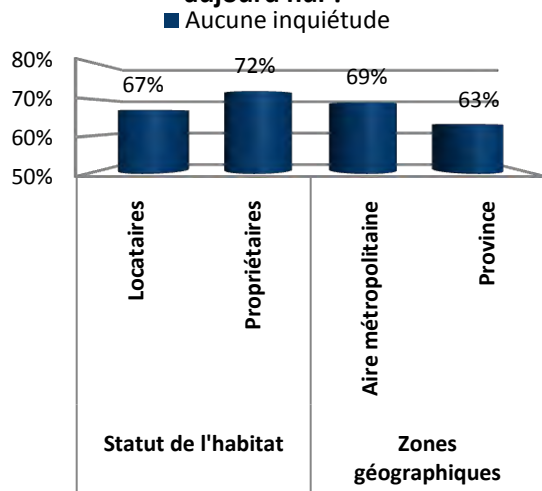
Il ne faut pas pour autant en conclure que les besoins en services dans de potentiels quartiers de relocalisation/retour ne soient pas important pour les IDP. Une lecture possible de ces données est que la grande majorité des IDP qui souhaitent sortir des camps, vivant dans des conditions difficiles, sont prêt à un certain niveau de difficultés ou qu'ils anticipent que les services seront plus ou moins disponibles. De plus le fait que ceux qui se disent inquiets formulent d'abord des inquiétudes liées au besoin immédiat et premier tels qu'un toit et leur autosubsistance (10% incapacité de payer un loyer et 9% aucun moyen de gagner de l'argent). Ceci peut être interprété comme une volonté de plutôt avoir des opportunités économiques pour subvenir à leurs besoins (loyers et services) que d'être sous assistance. La formulation des besoins appui cette hypothèse puisque les gens déclarent largement avoir besoin d'argent et d'opportunité économique (voir plus bas).

¹⁵ 93.5% des personnes vivant dans les camps sondés jouissaient de la présence de l'eau et 91.3% d'entre eux des toilettes. Entre autres, 87.7%, bénéficient de douches et 74.7% des individus d'autres services. De plus, plus de la moitié des sondés, soit 55.0%, possédaient de moyens adéquats ou de structures pour mieux gérer leurs déchets (Internews BRESI). Ces données ont été extraites de la base de données d'IOM à la fin Novembre et début Décembre.. Il reste une période de deux mois jusqu'à la fin de l'enquête ou ces services ont sans doute évolués. Ainsi il faut prendre ces données à titre indicatifs.



L'inquiétude est plus ou moins forte selon les situations des individus enquêtés. Comme l'indique le graphique suivant, les propriétaires affichent moins d'inquiétudes à l'idée de quitter les sites d'hébergement (72% « aucune inquiétude ») que les locataires (67%). De même, les personnes enquêtées sur les camps de Port-au-Prince et ses environs sont moins anxieuses (69% « aucune inquiétude ») que les personnes déplacées dans les provinces (63%).

Quelles seraient vos inquiétudes si vous quittiez le camp aujourd'hui ?



Au regard de ces données ainsi que des alternatives envisagées, la situation des anciens locataires semble la plus précaire, s'ils devaient quitter les camps.

▪ **Besoins**

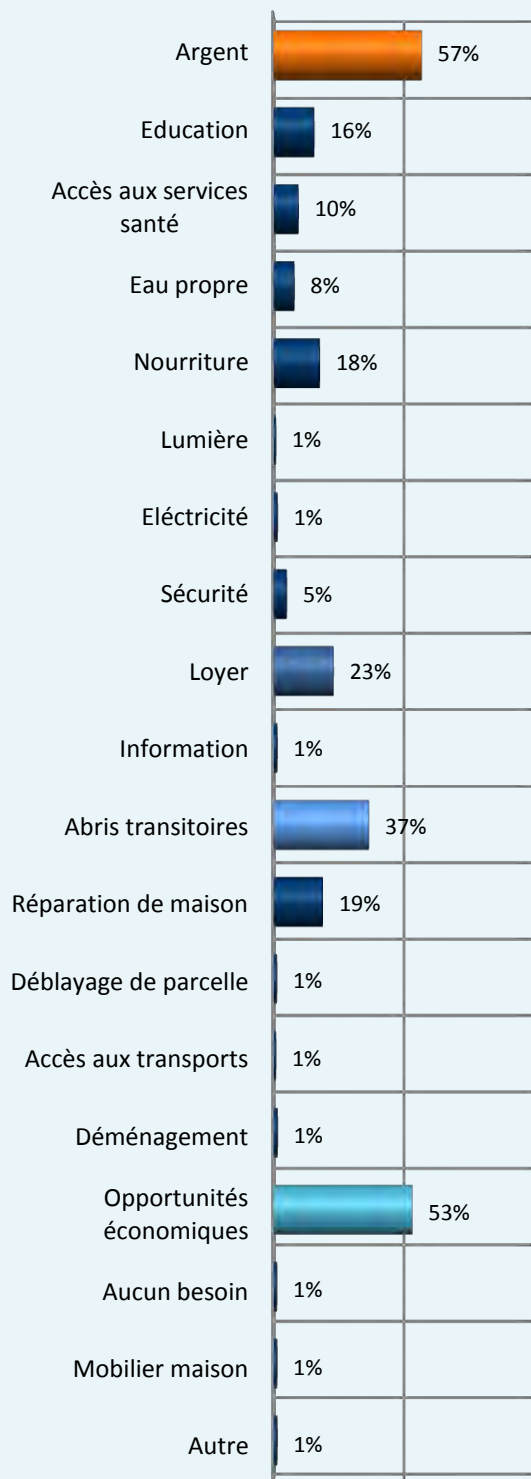
L'enquête s'est penchée sur les besoins des personnes déplacées si elles quittaient les sites en posant la question « *Si vous deviez sortir du site, quels seraient vos principaux besoins ?* » (Question à laquelle les personnes interrogées pouvaient donner trois réponses maximum). Le graphique suivant indique les principaux besoins identifiés. Plusieurs données doivent être notées

1. Le logement est un besoin capital pour les IDP, ce dernier est bien mis en évidence dans le graphique suivant. 37% demandent une assistance dans l'installation d'un abri transitoire, 23% demandent une aide financière pour payer le loyer et 19% sollicitent de l'aide pour réparer une maison.
2. Plus de la moitié de la population enquêtée (57%) indiquent un manque de ressources financières pour sortir des sites d'hébergement.

3. 53% des IDP ont indiqué la création d'opportunités économiques comme un des besoins importants pour aider à sortir des sites d'hébergement.
4. L'accès aux besoins primaires : nourriture, éducation, santé et eau propre est également largement cité par les personnes interrogées (respectivement 18%, 16%, 10% et 8%). La crainte de perte de ces facilités une fois sortie du camp alimente les inquiétudes.
5. La plupart des besoins exprimés sont des besoins de court et moyen terme (abris transitoires par exemple). Peu de réponses expriment des besoins de plus long terme (réparations de maison).

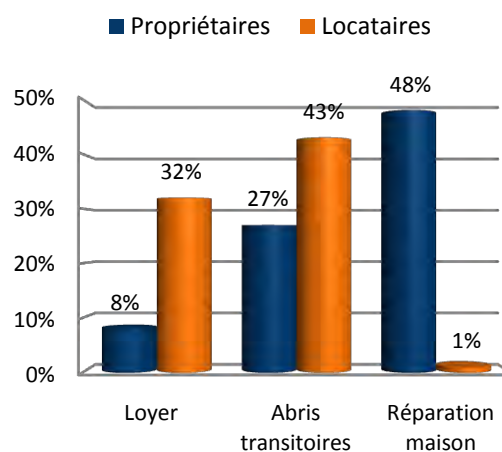


Si vous deviez sortir du site, quels seraient vos principaux besoins? (QCM)

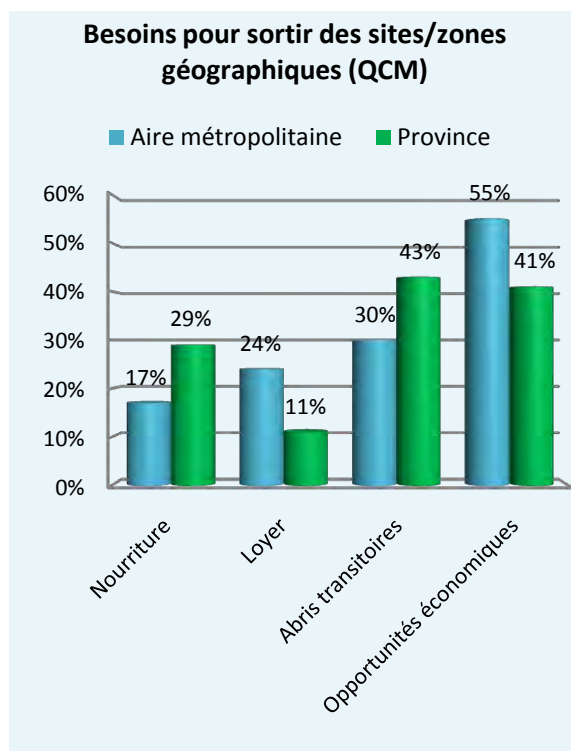


En désagrégeant les résultats par catégories, plusieurs différences sont mises en lumière. Le graphique suivant indique quelques besoins énoncés par les propriétaires et les locataires. 48% des propriétaires ont fait état d'un besoin dans l'assistance à la réparation de maison. Inversement, les locataires sont plus nombreux à demander une assistance financière pour payer le loyer (32%) ou une aide dans la construction d'un abri transitoire (43%). Ce graphique note la différence de préoccupation des IDP selon les catégories qu'ils intègrent.

Assistance pour sortir des sites/statut de l'habitat (QCM)

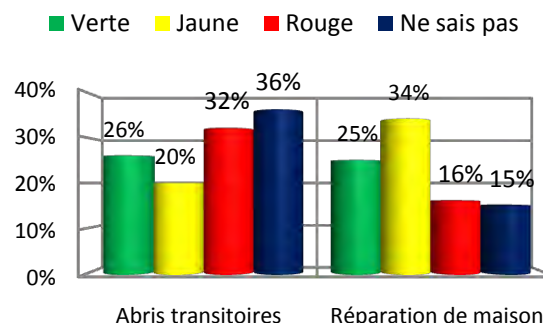


Certains besoins exprimés diffèrent entre les sites de province et les sites de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. L'achat de nourriture apparaît comme un besoin important chez les IDP de province, 29% des personnes déplacées en province le citent (19% sur l'aire métropolitaine). Inversement le loyer est un besoin davantage cité sur Port-au-Prince et ses environs de même que l'aide à la création d'opportunité économiques. Enfin, 43% des individus interrogés en province indiquent que l'aide à la construction d'un abri transitoire est nécessaire s'ils veulent sortir des sites d'hébergement.



Désagréé selon les structures des habitats pré-séisme, les besoins exprimés des IDP au cours de l'enquête varient également (voir graphique suivant). Il apparaît que le besoin d'assistance dans la construction d'un abri transitoire est plus fréquemment cité par les individus qui vivaient avant le séisme dans une maison « rouge » (32%) et par ceux qui déclarent ne pas connaître l'état des structures de leur ancienne maison (36%). Inversement, les personnes ayant cité la réparation comme une condition pour qu'ils quittent le camp vivaient avant le séisme au sein d'habitats « verts » ou « jaunes ».

Besoins pour sortir des sites/structures des habitats pré-séisme



Ainsi, afin de pousser pour une stratégie de sortie des sites qui soit efficace, il est nécessaire de bien prendre en compte les besoins des habitants des camps. Plusieurs données peuvent être notées :

1. La stratégie de sortie doit être différente selon les types de populations déplacées concernées : propriétaires/locataires, état des structures des habitats pré-séisme ou encore la zone géographique de résidence. **Il est indispensable d'adopter une approche multidimensionnelle des besoins et d'avoir à l'esprit la diversité de la population qui vit encore dans ces sites.**
2. Deux constantes ressortent cependant pour l'ensemble des bénéficiaires : le besoin de liquidités (énoncé par 57% des personnes interrogées) et le besoin de création d'opportunités économiques à la sortie des camps (47%).

- **Prix d'un loyer**

L'enquête demandait enfin aux anciens locataires vivant désormais dans les camps, le prix des loyers à l'année.

Les chiffres indiqués ci-dessous doivent être traités avec précaution. Les loyers diffèrent très fortement selon les surfaces (m²), le nombre de pièces et la localité. La moyenne est indiquée ci-dessous à titre indicatif uniquement.

Prix moyen annuel d'un loyer	
Aire métropolitaine	Province
20 817 HTG (520USD)	13 950 HTG (349USD)
Mode ¹⁶	
15 000	10 000
Ecart-type ¹⁷ des moyennes	
15 132	9 600

En moyenne, les locataires interrogés dans les camps indiquent qu'ils payaient en décembre 2009, un loyer de 20 817 HTG pour leur habitat. Ce chiffre est nettement inférieur en province où la moyenne annuelle du loyer était estimée à 13 950 HTG.

¹⁶ Le mode indique la valeur de la série qui apparaît le plus souvent.

¹⁷ Un écart-type indique la variation des valeurs d'une série (ici le loyer annuel) par rapport à sa moyenne. Plus cet écart-type est élevé, plus cela indique une forte variation des données de la série.

CONCLUSION

640 000 individus vivent encore sur les quelques 1 000 sites d'hébergement au sein des zones directement affectées par le tremblement de terre du 12 janvier dernier.

Plusieurs menaces continuent de peser sur ces populations vulnérables : (1) les conditions d'hygiène insalubres mettent en danger la santé des IDP, la propagation de l'épidémie de choléra dans les camps témoignant de cette insalubrité, (2) les conditions de vie ne sont pas de nature à permettre le développement stable des familles, (3) les menaces d'éviction pèsent sur plusieurs sites d'hébergement et (4) la saison cyclonique a débuté et les structures des camps ne sont pas prêtes à faire face aux aléas climatiques.

Cette liste non exhaustive des menaces qui pèsent sur les camps met en exergue l'importance de la stratégie de sortie des IDP.

De la présente enquête ressortent plusieurs résultats qui permettront de mieux adapter la stratégie de sortie aux besoins des IDP :

1. 62% des personnes interrogées étaient locataires de leur ancien habitat. Ces locataires font état de besoins spécifiques tels que la subvention des loyers ou l'installation des abris transitoires ;
2. 35% ont des habitats « rouges » et 38% ne connaissent pas l'état des structures de leur maison tandis qu'un faible pourcentage de personnes vivant dans les camps possède une maison jaune. Ainsi, malgré l'importance de la réparation des maisons jaunes dans la stratégie de relogement, cette activité devrait surtout profiter aux personnes sinistrées vivant déjà en dehors des camps.
3. 68% des individus interrogés indiquent ne pas avoir d'inquiétudes particulières à l'idée de quitter le camp. Cette absence d'inquiétude traduit deux phénomènes : (1) la forte inclinaison des IDP à quitter les lieux et (2) leur incapacité à trouver une solution alternative.
4. Deux types d'aides sont demandés afin de quitter les camps : les aides financières ou en nature. Plus de la moitié de la population enquêtée (57%) indiquent un manque de ressources financières pour sortir des sites d'hébergement et 53% des IDP expliquent avoir besoin d'opportunités économiques. Une assistance pour reloger les ménages est massivement demandée : 37% demandent une aide pour l'installation d'un abri transitoire, 23% une aide financière pour payer le loyer et 19% une assistance pour reconstruire une maison ;
5. 12% des individus interrogés sont disposés à déménager et quitter le département l'Ouest pour s'installer en province. Cela met en avant l'importance d'une décentralisation économique dont le but serait de favoriser le développement de pôles économiques attractifs pour les IDP en dehors du département de l'Ouest.
6. La perte d'accès aux services dans les camps (ex. 3% santé, 4% eau, 3% éducation et 0% information), ne présente pas une inquiétude majeure

chez les enquêtés désireux de quitter le camp ;

Les enseignements de cette enquête sont multiples et peuvent être résumés ainsi : Les personnes vivant encore aujourd'hui au sein des sites d'hébergement sont dans des conditions très précaires et bien qu'ils souhaitent sortir des camps ils ne perçoivent pas d'alternative. D'où la nécessité de renforcer une approche de reconstruction intégrée qui assure un meilleur accès aux services de ces populations.

Face à un manque latent de liquidités et d'activités génératrices de revenus, ces personnes ne peuvent se permettre de payer pour un loyer ou pour la réparation d'une maison et sont ainsi dans l'incapacité de sortir des sites. Les solutions existent et certaines sont données par les IDP eux-mêmes : 17% indiquent vouloir retourner dans leur maison verte ou jaune, 12% indiquent vouloir quitter le camp pour s'installer éventuellement en province, 10% veulent s'installer sur un site planifié.

L'accent doit donc être mis sur ces alternatives proposées par les IDP eux-mêmes pour sortir des sites. Le soutien aux communautés et familles d'accueil dans et en dehors de Port-au-Prince peut notamment s'avérer être une solution efficace, de même que l'aide financière et matérielle pour payer un loyer ou la réparer une maison.

Le désir de quitter les sites a été expressément indiqué par une grande majorité des personnes interrogées (94%) et ce malgré les risques pour les populations les plus vulnérables. Pourtant, ce désir ne peut se transformer en action par manque de moyens (matériels et financiers).

Les ONG, Agences des Nations Unies, autorités locales et leaders communautaires qui représentent aux yeux des personnes déplacées des acteurs de confiance se doivent d'agir de manière concertée et adaptée pour résoudre une situation qui perdure maintenant depuis plus d'un an. Cette intervention devra se réaliser en prenant en compte l'ensemble de la population des camps dans sa diversité (i.e. statut d'habitat, condition de maison, zone géographique etc.)

Il est intéressant de noter que seuls 15% des personnes ayant répondues à cette enquête déclarent avoir des maisons jaunes. Ceci pose la question de l'opportunité de la réparation des maisons jaunes comme solution majeure de sortie/fermeture des camps. Ces initiatives si elles apporteraient assistance aux personnes affectées par le tremblement de terre en dehors des sites d'hébergement, n'auraient qu'un impact minime sur le possible retour de personnes déplacées vivant dans ces sites. Ceci est d'autant plus vrai que la majorité des maisons jaunes sont actuellement déjà occupées et non inhabitées.

Toutes les thématiques de cette enquête sont traversées par un fort besoin communicationnel des IDP. Compte tenu du désinvestissement de plusieurs acteurs intervenant dans la gestion des camps et contenu de la nécessité de transférer la capacité de gestion de ces camps et l'organisation de la relocalisation des populations concernées, il est indispensable de renforcer les capacités de communication des autorités locales étatiques et civiles. Les médias de masses qui jouissent d'indicatif de confiance importants sont vraisemblablement sous utilisés quant à la question des retours et

de la relocalisation. Mais l'utilisation de ces medias doit se faire de manière intégrée et en distinguant les audiences visées.

Vu la complexité et la richesse de l'information nécessaire dans ces thématiques, une vaste campagne d'information à sens unique ne saurait être efficace. Les situations particulières de chaque famille et les dynamiques locales mettent également en exergue la nécessité d'interactivités communicationnelles locales. Ceci n'empêche pas qu'il faut des règles claires et harmonisées émanant de l'Etat au niveau national et que celles-ci soient diffusées largement sur les media et retransmises par les ONG/agences et par les autorités locales.

RECOMMANDATIONS

Domaine	Résultats	Recommandation	Communication/Plaidoyer
Livelihoods	57% indiquent un manque de ressources financières pour sortir des sites d'hébergement et 53% notent un manque d'opportunités économiques.	1. Développer et financer les activités génératrices de revenus et donner les moyens d'une recapitalisation des petits artisans et petits commerçants ¹⁸ par le biais de subventions ou de microcrédits. ¹⁹	Etablir les besoins en information concernant les programmes de recapitalisation. Assurer l'harmonisation de l'information sur les règles d'attribution et différents interlocuteurs légitimes. Créer des capacités locales de communication (que les gens puissent poser des questions précises au niveau local) et mettre en place un centre d'appel référent pour ce réseau de communicants locaux identifiés, formés.
Relogement	37% des individus interrogés indiquent qu'une assistance pour construire un abri transitoire permettrait de faciliter la sortie des sites. 19% des individus ne sauraient pas où aller s'ils devaient quitter le camp aujourd'hui.	2. Continuer dans l'effort de construction d'abris transitoires ; 3. Envisager des solutions alternatives à l'abri transitoire (subventions du loyer, réparation des maisons) ; 4. Financier et accélérer le développement de solutions plus permanentes (maisons permanentes).	Au vu de capacités limitées des acteurs humanitaires en termes de construction d'abris transitoire, il est nécessaire de communiquer auprès des IDP sur les solutions alternatives à l'abri transitoire (loyer/réparation).

¹⁸ A propos de la recapitalisation suites aux destructions de stocks et matériel dues au séisme, lire : Denise Brennan and Damien Jusselme. « Situation économique et endettement des ménages haïtiens ». ACTED, Mars 2011.

¹⁹ Op cit.

	<p>32% des locataires demandent une assistance pour payer le loyer</p> <p>Les loyers annuels moyens sont estimés à 520\$ à Port-au-Prince et 348\$ à Léogane</p>	<p>5. Financer des aides au loyer^{20/21}</p>	<p>Clarifier la stratégie de communication à propos des aides directes au loyer. L'offre doit être inférieure au loyer moyen afin d'éviter une inflation trop forte des prix des logements en Haïti.</p>
	<p>15% des personnes interrogés ont une maison « jaune » et 34% d'entre eux requièrent une assistance dans la réparation de maisons.</p>		<p>Rendre accessible les informations sur comment bénéficier d'aide à la réparation des maisons jaunes.</p> <p>Communiquer via les leaders communautaires dans les camps les différentes solutions, expliciter les règles d'attributions pour bénéficier des différentes aides relatives à cette thématique.</p> <p>Communiquer largement sur la localisation et l'identification des institutions légitimes de distribution de l'information. Renforcer les capacités techniques de communication (fourniture entretien</p> <p>Communiquer sur les standards de construction et sur les risques liés à des réparations de mauvaise qualité.</p>

²⁰ Cette assistance peut se faire à travers la recapitalisation des ménages et prendre la forme, entre autre chose, de subventions du loyer mais également d'aides dans les secteurs éducatifs, santé, etc.

²¹ Cependant, afin d'éviter toutes distorsions des prix sur le marché de loyers, il est nécessaire de proposer des montants inférieurs aux moyennes indiquées dans ce rapport.

Sortie des camps	95% des IDP désirent quitter les camps et 41% ont déjà été priés de quitter le site d'hébergement.	8. Suspension des évictions forcées jusqu'à ce que des solutions durables et pérennes soient trouvées ;	Déclarer un moratoire immédiat sur les expulsions forcées le temps de trouver des solutions légales. Financer et mettre en œuvre une enquête sur les moyens économiques des IDP.
Communautés et familles d'accueil	12% des individus interrogés se déclarent prêts à déménager et quitter Port-au-Prince voire le département de l'Ouest pour s'installer en province. Ces populations désireuses de quitter la zone indiquent qu'elles auraient besoin d'opportunités économiques (50%)/financement (61%).	9. Support multisectoriel aux familles et communautés d'accueil (ex. AGR, éducation, agriculture, sécurité alimentaire). ²² 10. Développer et financer les initiatives AGR dans les provinces.	Favoriser la décentralisation des populations par le développement d'opportunités et pôles économiques en dehors de la région de Port-au-Prince afin d'attirer les populations en dehors du département de l'Ouest. A court terme, des enquêtes d'information plus poussées sur cette dynamique serait pertinente afin de clarifier si il s'agit d'un idéal ou d'une volonté réelle, et d'identifier plus spécifiquement les initiatives d'accompagnement envisageables. Si cette dynamique est confirmée il serait judicieux de communiquer dans ces camps sur les initiatives mises en œuvre en province qui auront été identifiées attrayantes pour un retour vers les provinces (à travers des réunions publiques). Cette communication devra être agréementée d'un volet sur l'accès a

²² Denise Brennan and Damien Jusselme, Diagnostic ACTED – Displaced and host families, Bas Artibonite. ACTED, Janvier 2011.

			<p>un accompagnement si nécessaire.</p> <p>Une large campagne d'information sur les opportunités en province a l'attention des IDP vivant dans les camps de la zone métropolitaine de Port-au-Prince + une communication interactive sur les medias de province afin que les familles en provinces transmettent ce message a leurs proches résidant dans les camps.</p>
--	--	--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Recommandations transversales relatives à la communication

Financer et former les capacités de communication des autorités étatiques et civiles locales

L'appui des capacités locales de communication aux niveaux des camps et des autorités locales est l'une des clefs d'une communication claire sur toutes les solutions proposées aux IDP. Cela étant, cette capacité locale de communication renforcée ne sera véritablement efficace qu'insérée dans un système bien articulé dans lequel le rôle de chacun est clair et planifié.

Soutenir et créer des espaces d'interaction sur les radios consacrés aux solutions de sortie des camps

La manière d'utiliser la radio et la télévision sera primordiale afin que la communication autour de la sortie des camps soit efficace. Il serait souhaitable que des émissions de radios interactives localisés répondant aux besoins d'information des IDP soient mises en place. La participation des autorités locales étatiques et civiles dans ce type d'émission est primordiale.

Un système de communication coordonné adaptatif et utilisant plusieurs canaux de manière intégré

Toutes les initiatives de communication doivent être insérées dans un système de communication coordonnée reliant les acteurs étatiques et civils locaux aux agences humanitaires et de développement. En définitive ces différents acteurs doivent tous être reliés à un comité gouvernemental dédié à la

communication de la sortie des camps des IDP. Ce comité doit être le seul à décider du contenu des messages et du moment de leur diffusion en consultation avec ses partenaires internationaux.

Mise en place d'un comité consultatif d'experts en communication

La communauté internationale devrait mettre en place un comité consultatif pour soutenir la mise en place d'un système de communication. Ce comité consultatif devrait être composée d'acteurs humanitaires ayant déjà intervenu dans le domaine de la communication dans les camps et dans la relocalisation d'IDP. La participation de communicants haïtiens ayant travaillés en étroite collaboration avec des ONG/Agences sur cette question est vivement recommandée.

Financer et planifier de manière intégrée des outils et des mécanismes de *monitoring* et d'évaluation

Ce système doit mettre en œuvre des moyens de *monitoring* et d'évaluation spécifiques à la campagne de communication afin de s'assurer de son impact mais afin aussi d'adapter les messages émis à tous les niveaux de communication (comités de camps, mairies, émissions de radios, gouvernement) aux évolutions des besoins d'information des IDP. Il est indispensable de laisser une grande place aux débats et aux interrogations des IDP au sein de *fora* interactifs. La médiation critique et comparative se fera quelle que soit la forme de la campagne de communication relative à ces sujets. L'utilisation systématisée des moyens de *monitoring* et d'évaluation doit permettre la capture et l'identification des interrogations des IDP au fur et à mesure de la campagne de communication. Cette capture permettra l'adaptation du système.

Résumé

La communication relative à la sortie des camps doit être produite par un système coordonné, hiérarchisé, interactif, adaptatif et perméable aux évolutions des besoins en informations des IDP. Les media de masses doivent être utilisés mais être mis en relation avec les capacités locales de communication qui doivent être développés et soutenus. Les décideurs politiques haïtiens, les acteurs de la communauté internationale en Haïti doivent également ne pas négliger le financement et la planification d'outils de *monitoring* et d'évaluation qui seront la clef de voûte de tout système efficace.

BIBLIOGRAPHIE

1. Brennan, Denise & Jusselme Damien. Diagnostic ACTED – Displaced and host families, Bas Artibonite. ACTED, Janvier 2011.
2. Brennan, Denise & Jusselme Damien. *Situation économique et endettement des ménages haïtiens*. ACTED, Mars 2011.
3. *Displacement Tracking Matrix*, OIM, mars 2011.
http://www.cccmhaiti.info/pdf/FINAL_DTM_V2_Report_16_March%202011_French.pdf
4. Haiti Earthquake PDNA: Assessment of damage, losses, general and sectorial needs.
5. *Humanitarian Bulletin Issue #11*. OCHA Haïti. Octobre 2010.
[http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2010.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/VVOS-8ACS7L-rapport_complet.pdf/\\$File/rapport_complet.pdf](http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2010.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/VVOS-8ACS7L-rapport_complet.pdf/$File/rapport_complet.pdf)
6. Jusselme, Damien, « Enquête ACTED – Profil des camps ». Février 2011.
7. MTPTC/UNOPS/PADF damage assessments data, March – August 2010
8. Mallawa Suranga, UNOPS Safer Shelter Project – March – August 2010

ANNEXE 1 [Liste des sites enquêtés]

Commune	Sites d'hébergement	Commune	Sites d'hébergement	Commune	Sites d'hébergement	Commune	Sites d'hébergement
Carrefour	Belair Block4	Croix des Bouquets	Lilavua	Delmas	CORE-Mart25B	Petit Goave	Parc Roro
Carrefour	Marine Haitienne	Croix des Bouquets	OPEACB	Delmas	Village AFCA 2	Petit Goave	Site Fort Liberte
Carrefour	Hopital Food For The Poor	Croix des Bouquets	OJBD 13	Ganthier	CHEESAG	Port-au-Prince	Canapevert/ Poste police
Carrefour	Edy Francois/Centre de Priere d'evangelisation	Croix des Bouquets	Duval 33	Ganthier	MODDAB	Port-au-Prince	Carl Brouard
Carrefour	Kan Laramé	Croix des Bouquets	Lycee Jean Jacques 1er	Grand Goave	Mache Sentra	Port-au-Prince	Terrain Bobo
Carrefour	Arman III	Croix des Bouquets	MONASCO	Grand Goave	Kan Plas Mache	Port-au-Prince	Terrain de Golf Delmas 48
Carrefour	Village Gaston Margron	Croix des Bouquets	Fondansyon Zanmi Timoun	Gressier	Terrain Saint Marc	Port-au-Prince	CHAMP DE MARS
Carrefour	Camp de la Gras (Grace Village)	Delmas	Dealab Abrio	Gressier	Teren de la Kolin	Port-au-Prince	Terrain Pere Solino
Carrefour	Cite Charite 2	Delmas	Men Nan Men Jacquet Tibil	Gressier	Frank Hekto	Port-au-Prince	Parc Nou Se Fanmi
Carrefour	Universite Advantiste UNAH	Delmas	Hopital Croix Rouge Allemande	Jacmel	Jacmel ORPHELINAT	Port-au-Prince	Republique D'Argentine
Cité Soleil	PLACE FIERTE	Delmas	OPHSP	Jacmel	Mayard Planned Site	Port-au-Prince	Place de La Paix
Cité Soleil	Centre d'Hebergement Tapis Vert	Delmas	Dahomey/Camp des Militants	Léogane	Place Sainte Rose	Port-au-Prince	Cite St-Hilaire
Cité Soleil	Reji	Delmas	Place d'Arme Carrefour Aeroport	Léogane	Lise Anakawona	Port-au-Prince	Teleco Sans Fil
Cité Soleil	Faitree Michico	Delmas	Boliman Brant	Pétion-ville	Centre Acra 1	Port-au-Prince	Tapis Rouge (Sapi Roy)

Cité Soleil	CREED	Delmas	Henfrasa/Delmas 33	Pétion-ville	Place St Pierre	Port-au-Prince	Parc Acra/Imp De la sol
Cité Soleil	C.A.P.V.V.A.	Delmas	Acra Cite Nord Del 33	Pétion-ville	Place Boyer	Port-au-Prince	Camp de Refugies de Penitencies
Cité Soleil	Izole	Delmas	Camp Maurice Bonnefil	Pétion-ville	Saint Preux	Tabarre	Place Mais Gate
Cité Soleil	Parc La Couronne	Delmas	Batimat	Pétion-ville	DJFDP	Tabarre	Cake Mocra
Cité Soleil	RADIO COMMERCE	Delmas	St Louis de Gonzague	Pétion-ville	Jacquet Toto Pitimi	Tabarre	Centre Refugies Hatiens
Cité Soleil	Resauvid 63	Delmas	Camp CINEAS	Pétion-ville	Abri 62	Tabarre	Te Roche
Cité Soleil	Laiterie de Damien	Delmas	ANCIEN AIRPORT MILITAIRE	Pétion-ville	Tangar Cannes	Tabarre	Parc Heritier de Cazeau
Cité Soleil	Parc Poussière	Delmas	TERRAIN ACRA	Pétion-ville	Lakou Mouton	Tabarre	Bo Eugene
Croix des Bouquets	Parc du jour	Delmas	Terrain Toto	Pétion-ville	Camp Pierrot		
Croix des Bouquets	Centre d'Hebergement Santo 17	Delmas	Acra Zone Sud (AD)	Pétion-ville	A.J.D.		

ANNEXE 2 [Questionnaire-Créole]

Ankèt kout sou entansyon **SN** ____ _

Rele nan nimewo telefòn nan, epi eksplike ke wap rele sou non Nasyonzini OCHA ak tout lòt ajans imanité pou ou pale avèk yo sou entansyon yo ak sou jan yo rete sou kan an...

Pou chak kesyon, tanpri make sèlman nan YON ti kare repons ki koresponn nan.

1.0 Depi kilè wap domi sou kan sa ?

Depi 12 Janvyè 1(1)	
Depi Premye Mas (2)	
Depi Premye Jen (3)	
Depi Premye Septanb (4)	
Pa konnen(998)	
Refize di (999)	

2.0 Eske ou

Domini nan kan an chak swa?(1)	
Domini nan kan an pafwa epi domini lakay ou/lòt kote kèk fwa ? (2)	
Sèlman domini andeyò kan an kay zanmi/fanmi/lòt kote? (3)	
Pa konnen(998)	
Refize di(999)	

3.0 Eske ou vle kite kote sa?

Wi (1)	
Non (2)	
Pa konnen (998)	
Refize di(999)	

4.0 Eske gen moun ki gen tan di ou kite kote sa?

Wi (1)	
Non (2)	
Pa konnen (998)	
Refize di (999)	

5.0 Nan ki tip de kay ou te konn viv anvan tranbleman de tè?

Kay(1)	
Apatman(2)	
Lòt (3)	
Pa konnen(998)	
Refize di (999)	

6.0 Nan ki koulè MTPTC klase kay ou a?

Vèt(1)	
Jòn (2)	
Wouj (3)	
Pa konnen (998)	
Refize di (999)	

Pou tout lòt kesyon ou pral poze yo, tanpri poze yo tankou kesyon ouvè. Pa bay moun nan ankenn endikasyon ki pou ede li reponn. Jis poze kesyon an epi koute repons lap bay yo, make repons li ba ou yo nan kare ki koresponn nan.

7.0 Si ou kite kote sa, ki kote ou prale?

Lakay mwen nan kay ki make vèt/jòn(1)	
Nan yon lòt kan(2)	
Nan yon lòt kan relokasyon (3)	
Abite avèk zanmi oswa fanmi Pòtoprens(4)	
Abite avèk zanmi oswa fanmi andeyò Pòtoprens (5) Si wi, ki kote?	

Ale nan yon lòt depatman nèt. Si wi, ki kote? (6)	
Ale sou pwopriyete ou menm si li pa an sekirite (7)	
Viv na lari (8)	
Lòt (spesifye) (9)	
Pa konnen (998)	

8.0 Si kou kite kote sa, ki kote ou ta pi pito ale/ ki kote ou ta renmen ale?

Lakay mwen nan ki kay ki make vèt/jòn(1)	
Nan yon lòt kan (2)	
Nan yon nouvo kan relokasyon (3)	
Al rete avèk zanmi oswa fanmi Pòtoprens (4)	
Al rete avèk zanmi oswa fanmi andeyò Pòtoprens (5) Si wi, Ki kote?	
Pou ale nan yon lòt depatman nèt. Si wi, ki kote? (6)	
Ale sou pwopriyete ou menm si li pa an sekirite(7)	
Viv nan lari(8)	
Map rete tann pou mwen konnen ki opsyon m'ap genyen (9)	
Lòt (10) Presize tanpri:	
Pa konnen (998)	

9.0 Kisa ki pi gwo enkyetid ou genyen si ou kite kote sa a? Kisa ki dezyèm pi gwo enkyetid ou genyen si ou kite kote sa a? Kisa ki twazyèm pi gwo enkyetid ou genyen si ou kite kote sa ? **(Endike twa (3) enkyetid ki pi enpòtan an epi komanse ak enkyetid ki pi enpòtan an?)**

Pa gen kote pou domi(1)	
Pa ka peye lwaye(2)	
Map pèdi avantaj sèvis sante ak medikaman (3)	
Map pèdi avantaj dlo potab (4)	
Map pèdi avantaj edikasyon (5)	

Pèdi aksè a enfòmasyon (6)	
Pwoteksyon kont abi seksyèl(7)	
Pa gen mwayen touché lajan (8)	
Separe fanmi mwen (9)	
Pèdi kontak ak zanmi m' /kominote m' (10)	
Ale yon kote ki lwe pwopriete mwen (11)	
Pè pou yon lòt tranbleman de tè (12)	
Sekirite (13)	
Ankenn enkyetid (14)	
Lòt(15) Presize tanpri:	

10.0 Eske ou vle rete nan kan an 1.Wi 2. NON 3. Pa konnen

Si WI, poukisa ou ta vle rete nan yon kan? Tout rezon moun nan ka bay...

1) _____

2) _____

3) _____

11.0 Si ou ta gen pou ou ale nan yon lòt kote, kisa ki ta bezwen ki ta pi enpòtan pou ou ? Kisa ki te ta dezyèm bezwen ki ta pi enpòtan pou ou ? Kisa ki ta twazyèm bezwen ki ta pi enpòtan pou ou ? **(Endike twa (3) bezwen ki enpòtan e komanse ak bezwen ki pi enpòtan a)**

Lajan (1)	
Edikasyon (2)	
Aksè a sèvis medikal (3)	
Dlo pwòp (4)	
Manje (5)	
Limyè (6)	
Kouran (7)	

Sekirite (8)	
Lwaye (9)	
Enfòmasyon (10)	
Èd nan konstwiabri pwovizwa (11)	
Èd pou repare kay mwen genyen a (12)	
Èd retire dekonb nan pwopriete mwen(13)	
Aksè a transpò(14)	
Transpò nan yon lòt kote (15)	
Mwayen pou travay (16)	
Ankenn(17)	
Lòt (18) Presize tanpri:	

12.0 Si ou ta genyen kesyon sou demenajman oswa sou èd ki disponib pou ou, kiyès ou ta mande anvan ? Kiyès ou ta mande an dezyèm? Kiyès ou ta mande an twazyèm? **(Endike twa (3) chwa yo, e komanse ak chwa ki tap pi enpòtan an)**

Manajè entenasyonan kan an(if available) (1)	
Prezidan komite(2)	
Zanmi oswa fanmi (3)	
Mari oswa madanm (4)	
Staf ONG/ ajans èd ki travay pafwa sou kan yo (5)	
Pastè (5)	
Legliz lokal (6)	
Ofisyèl nan gouvènman lokal la (7)	
Radio (8)	
Televizyon (9)	
Jounal (10)	
Lòt (11) Presize tanpri:	

13.0 Kiyès ou fè plis konfyans kòm yon sous enfòmasyon sou asistans apre dezas? Ki lòt moun ou fè plis konfyans kòm yon sous enfòmasyon sou asistans apre dezas? E aprè sa ? **(Endike twa (3) premye chwa yo e komanse ak chwa ki pi enpòtan)?**

Manajè entènasyonal kan an (si disponib) (1)	
Prezidan komite (2)	
Zanmi oswa fanmi (3)	
Mari oswa madanm (4)	
Staf ONG/ ajans èd ki travay pafwa sou kan yo (5)	
Pastè (6)	
Legliz lokal (7)	
Ofisyèl nan gouvènman lokal la (8)	
Radio (9)	
Televizyon(10)	
Jounal (11)	
Lòt (12) Presize tanpri:	

14. Pwopriyete: Eske ou se pwopriyete kay ou te rete a anvan tranbleman de tè a?

1. Wi Pwopriyetè
2. Non Lokatè

Si ou te lokatè, konbyen kòb ou te peye pou lwaye? Pa egzanp, pou desanb 2009

_____ HTG

Si ou gen kantite lajan an dola Ayisyen, ekri kantite a anba a epi kalkile kantite en Goud

(1 dollar = 5 goud)

.....

Mèsi paske ou te reponn kesyon yo....

ANNEXE 3 [Questionnaire-anglais]

6.0 How long have you been sleeping in this camp?

Field: SinceWhenLivingThisCamp ; lkp_SinceWhenInCamp

Since January 12 (1)	
Since March 1 (2)	
Since June 1 (3)	
Since September 1 (4)	
Don't Know (998)	
Refused Say (999)	

7.0 Do you usually

Field: HowOftenYouSleepingIn ; lkp_NightInCamp

Sleep every night in the camp?(1)	
Sleep sometimes in the camp sometimes at home/other places? (2)	
Sleep only outside the camp in friends/family/ other places? (3)	
Don't Know (998)	
Refused Say (999)	

8.0 Do you want to leave this location?

Field: IntendToLeaveCamp ; lkp_LeaveLocation

Yes (1)	
No (2)	
Don't Know (998)	
Refused Say (999)	

9.0 Has anyone told you to leave this location already?

Field: SomeoneAdviceYouToLeave ; Ikp_LeaveLocation

Yes (1)	
No (2)	
Don't Know (998)	
Refused Say (999)	

10.0 What type of home did you live in before the earthquake?

Field: WhereYouLiveBefore ; Ikp_TypeOfHome

House (1)	
Apartment (2)	
Other (3)	
Don't know (998)	
Refused to say (999)	

11.0 How has your home from before the earthquake been evaluated?

Field: HouseStatus ; Ikp_HomeEvaluation

Green (1)	
Yellow (2)	
Red (3)	
Don't know (998)	
Refused to say (999)	

For all the questions below, **please ask them as open-ended questions. DO NOT** tell people the choices. Listen to what they say and then mark the most appropriate box(es)?

12.0 If you left this location, where would you go?

Field: **WhereWillYouGolfLeaving ; lkp_DecisionWhenYouLeftCamp**

Home to my green/yellow house (1)	
To a different camp (2)	
To a new relocation camp (3)	
To stay with friends or family in Port au Prince (4)	
To stay with friends or family outside Port au Prince (5) If so, where?	
To move permanently to another department. If so, where? (6)	
Home to my property even if it's not safe (7)	
To live on the street (8)	
Other (specify) (9)	
Don't know (998)	

8.0 If you left this location, where would you prefer to go?

Field: **WhereWouldYouLiketoGo ; lkp_DecisionWhenYouLeftCamp2**

Home to my green/yellow house (1)	
To a different camp (2)	
To a new relocation settlement (3)	
To stay with friends or family in Port au Prince (4)	
To stay with friends or family outside Port au Prince (5) If so, where?	
To move permanently to another department. If so, where? (6)	
Home to my property even if it's not safe (7)	
To live on the street (8)	

I'm waiting to find out what my options are (9)	
Other (10) Please Specify:	
Don't know (998)	

9.0 What is your biggest concern about leaving this location? What is your second biggest concern about leaving this location? What is your third biggest concern about leaving this location? **(Indicate the three (3) most important in order of importance)**

Field: Ur1stWorryIfLeaving; lkp_BiggestConcerns

Field: Ur2ndWorryIfLeaving; lkp_BiggestConcerns

Field: Ur3rdWorryIfLeaving; lkp_BiggestConcerns

Nowhere to sleep (1)	
Unable to pay rent (2)	
Losing access to medical services (3)	
Losing access to clean water (4)	
Losing access to education (5)	
Losing access to information (6)	
Protection from sexual assault (7)	
No way to earn money (8)	
Splitting up my family (9)	
Losing touch with my friends/community (10)	
Moving away from my property nearby (11)	
Fear of another earthquake (12)	
Security (13)	
None (14)	
Other (15) Please specify:	

10.0 Do you want to stay in the camp 1.YES 2. NO 3. Don't Know

Field: DoYouWantToStay ; Ikp_WantToSayInLocation

If YES why would you want to stay in a camp? Any reasons person might say...

1) _____

2) _____

3) _____

11.0 If you have to move to a new location, what would be your biggest need? What would be your second biggest need? What would be your third biggest need? **(Indicate their top three (3) needs in order of importance.)**

Field: SpecialNeedsIfLeaving1st ; Ikp_BiggestNeedIfMoving

Field: SpecialNeedsIfLeaving2nd; Ikp_BiggestNeedIfMoving

Field: SpecialNeedsIfLeaving3rd; Ikp_BiggestNeedIfMoving

Cash (1)	
Education (2)	
Access to health services (3)	
Clean water (4)	
Food (5)	
Lighting (6)	
Electricity (7)	
Security (8)	
Rent (9)	
Information (10)	
Help in building a temporary shelter (11)	
Help in repairing my existing house (12)	
Help clearing rubble from my property (13)	
Access to transportation (14)	

Transportation to a new location (15)	
Livelihood opportunities (16)	
None (17)	
Other (18) Please specify:	

12.0 If you have questions about relocation or what help is available to you, who do you ask first? Who would you ask second? Who would you ask third? **(Indicate their top three (3) choices in order of importance.)**

Field: QuestionToAsk1st ; lkp_QuestionAboutRelocation

Field: QuestionToAsk2nd ; lkp_QuestionAboutRelocation

Field: QuestionToAsk3rd ; lkp_QuestionAboutRelocation

International camp manager (if available) (1)	
Community leader (2)	
Friends or family (3)	
Husband or wife (4)	
Staffs of NGOs/aid agencies working sometimes in the camps (5)	
Pastor (6)	
Local church (7)	
Local government official (8)	
Radio (9)	
TV (10)	
Newspaper (11)	
Other (12) Please specify:	

13.0 Who do you trust most as a source of information on post-disaster assistance? Who do you trust next as a source of information? And next? **(Indicate their top three (3) choices in order of importance.)**

Field: ReliableInfoSource1st ; Ikp_QuestionAboutRelocation

Field: ReliableInfoSource2nd ; Ikp_QuestionAboutRelocation

Field: ReliableInfoSource3rd ; Ikp_QuestionAboutRelocation

International camp manager (if available) (1)	
Community leader (2)	
Friends or family (3)	
Husband or wife (4)	
Staffs of NGOs/aid agencies working sometimes in the camps (5)	
Pastor (6)	
Local church (7)	
Local government official (8)	
Radio (9)	
TV (10)	
Newspaper (11)	
Other (12) Please specify:	

14. Ownership: Do you own the house you lived in before the earthquake?

Field: IfOwnHouse ; Ikp_DoUOwnHouse

3. Yes Owner

4. No Tennant

If you were tenant, how much did you pay rent? For example for December 2009

_____ HTG

If you get the amount in Haitian dollars, write below and calculate in HTG

(1 dollar = 5 gourds)

.....

Thanks you for answering the questions....

0 = no data/ no answer/ blank